



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

Septembre 2025

LA PUISSANCE SANS PRINCIPE GÉOPOLITIQUE DU TRUMPISME

Maud Quessard

*Directrice du domaine Europe, Espace transatlantique,
Russie à l'IRSEM*

ÉTUDE – n° 126



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

LA PUISSANCE SANS PRINCIPE

GÉOPOLITIQUE DU TRUMPISME

Maud Quessard

*Directrice du domaine Europe, Espace transatlantique,
Russie à l'IRSEM*

Pour citer cette étude

Maud Quessard, *La puissance sans principe – Géopolitique du trumpisme*, Étude 126, IRSEM, septembre 2025.

Dépôt légal

ISSN : 2268-3194

ISBN : 978-2-11-172616-1

DERNIÈRES ÉTUDES DE L'IRSEM

125. *Estonie, Lettonie, Lituanie : de la périphérie au centre du débat stratégique européen*
Philippe PERCHOC
124. *L'état de siège sur le territoire métropolitain français – Approches historique, juridique et socio-géographique*
Maxime LAUNAY et Florian OPILLARD
123. *La guerre des fréquences – Vers une marchandisation de la ressource spectre/orbite ?*
Béatrice HAINAUT
122. *Quand la Chine frappe à la porte de la Nouvelle-Calédonie*
Anne-Marie BRADY
121. *Les wargames dans la formation de l'officier*
Yves AUFFRET (dir.)
120. *Les ambitions de la Russie et de la Chine en Méditerranée*
Céline MARANGÉ et Carine PINA
119. *« À bas le néocolonialisme ! » – Résurgence d'un récit stratégique dans la Russie en guerre*
Maxime AUDINET
118. *Les houthistes et la mer Rouge*
Alexandre LAURET
117. *La marine turque – Un atout militaire pour l'OTAN ?*
Mayeul PAPPENS
116. *Les jeunes et la guerre - Représentations et dispositions à l'engagement*
Anne MUXEL
115. *La Chine et les opérations militaires autres que la guerre à l'étranger – Quelles conséquences sur le dilemme de sécurité ?*
Carine PINA

ÉQUIPE

Directeur
Martial FOUCAULT

Directeur adjoint
ICA Benoît RADEMACHER

Directrice scientifique
Julia GRIGNON

Secrétaire générale
Caroline VERSTAPPEN

Éditrice
Chantal DUKERS

Retrouvez l'IRSEM sur les réseaux sociaux :

@ <https://www.irsem.fr>



@IRSEM1



AVERTISSEMENT : l'IRSEM a vocation à contribuer au débat public sur les questions de défense et de sécurité. Ses publications n'engagent que leurs auteurs et ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère des Armées.

© 2025 Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM).

PRÉSENTATION DE L'IRSEM

Créé en 2009, l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) est l'organisme de recherche stratégique du ministère des Armées. Composé d'une cinquantaine de personnes, civiles et militaires, dont la plupart sont titulaires d'un doctorat, il est le principal centre de recherche en études sur la guerre (*War Studies*) dans le monde francophone. En plus de conduire de la recherche interne (au profit du ministère) et externe (à destination de la communauté scientifique) sur les questions de défense et de sécurité, l'IRSEM apporte un soutien aux jeunes chercheurs (la « relève stratégique ») et contribue à l'enseignement militaire supérieur et au débat public. L'équipe de recherche est répartie en six domaines :

- Le domaine Europe, Espace transatlantique et Russie analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Amérique du Nord, en Europe, en Russie et dans l'espace eurasiatique qui comprend l'Europe orientale (Moldavie, Ukraine, Biélorussie), le Caucase du Sud (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan) et les cinq pays d'Asie centrale. Il s'intéresse plus particulièrement à la compétition de puissances dans cette zone, aux évolutions du rôle de l'OTAN, à la sécurité maritime et aux stratégies d'influence.
- Le domaine Afrique – Asie – Moyen-Orient analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Afrique, Asie et Moyen-Orient, autour des axes transversaux suivants : autoritarisme politique et libéralisation économique dans les pays émergents ; rôle et place des armées et des appareils de sécurité dans le fonctionnement des États et des sociétés ; enjeux stratégiques et de sécurité régionale ; idéologies, nationalismes et recomposition des équilibres interétatiques régionaux.
- Le domaine Armement et économie de défense s'intéresse aux questions économiques liées à la défense et, plus largement, a vocation à traiter des questions stratégiques résultant des développements technologiques, des problématiques d'accès aux ressources naturelles et de celles liées aux enjeux environnementaux. Les travaux de recherche du domaine s'appuient sur une approche pluridisciplinaire, à la fois qualitative et quantitative, qui mobilise des champs scientifiques variés : économie de défense, histoire des technologies, géographie.

- Le domaine Défense et société est à l'interface des problématiques spécifiques au monde militaire et des évolutions sociétales auxquelles celui-ci est confronté. Les dimensions privilégiées sont les suivantes : lien entre la société civile et les armées, sociologie du personnel militaire, intégration des femmes dans les conflits armés, relations entre pouvoir politique et institution militaire, renouvellement des formes d'engagement, socialisation et intégration de la jeunesse, montée des radicalités. Outre ses activités de recherche, le domaine Défense et société entend aussi promouvoir les questions de défense au sein de la société civile, auprès de l'ensemble de ses acteurs, y compris dans le champ académique.

- Le domaine Stratégies, normes et doctrines a pour objet l'étude des conflits armés contemporains, en particulier sous leurs aspects politiques, militaires, juridiques et philosophiques. Les axes de recherche développés dans les productions et événements réalisés portent sur le droit international, en particulier sous l'angle des enjeux technologiques (cyber, intelligence artificielle, robotique), les doctrines de dissuasion, la maîtrise des armements avec la lutte contre la prolifération et le désarmement nucléaires. Les transformations des relations internationales et leurs enjeux de puissance et de sécurité ainsi que la philosophie de la guerre et de la paix font également partie du champ d'étude.

- Le domaine Renseignement, anticipation et stratégies d'influence mène des recherches portant sur la fonction stratégique « connaissance et anticipation » mise en avant par le Livre blanc de la défense depuis 2008. Ce programme a donc d'abord pour ambition de contribuer à une compréhension plus fine du renseignement entendu dans son acception la plus large (c'est-à-dire à la fois comme information, processus, activité et organisation) ; il aspire ensuite à concourir à la consolidation des démarches analytiques, notamment dans le champ de l'anticipation ; enfin, il travaille sur les différentes dimensions de la guerre dite « hybride », en particulier les manipulations de l'information. Le domaine contribue du reste au renforcement du caractère hybride de l'IRSEM en diffusant des notes se situant à l'intersection de la recherche académique et de l'analyse de renseignement en sources ouvertes.

BIOGRAPHIE

Maud Quessard, maître de conférences des universités, est directrice du domaine Europe, Espace transatlantique, Russie à l'IRSEM et co-dirige l'Observatoire de politique extérieure américaine (OPEXAM). Docteure de l'université Sorbonne-Nouvelle, diplômée de Sciences Po, spécialiste de la politique étrangère américaine, elle a enseigné à l'Université de Poitiers, de Paris-Panthéon-Assas, à l'IEP de Bordeaux et à Sciences Po Paris. Ses recherches portent sur les enjeux stratégiques américains et les compétitions de puissance, sur les guerres de l'information et les stratégies d'influence. Elle a bénéficié du programme de soutien à la recherche de l'IHEDN, a été *visiting fellow* au département d'histoire de l'Université Harvard en 2015 et lauréate du Programme IVLP (International Visitor Leadership Program) du département d'État américain en 2023. Elle est l'auteure de nombreux chapitres et articles sur les enjeux stratégiques américains parus dans *Politique américaine*, *Diplomatie* ou *Orbis*. Elle a publié récemment « Les démocraties et les nouvelles compétitions de puissance face à l'enjeu des technologies militaires » (dans Pierre Bourgois et Océane Zubeldia [dir.], *Les puissances démocratiques et les nouvelles technologies militaires*, Presses du Septentrion, 2024) et « Les frontières numériques à l'épreuve : les démocraties d'Amérique du Nord vulnérables face aux cybermenaces et aux luttes informationnelles », *Annuaire français de relations internationales*, XXV, 2024. Elle est l'auteure de l'ouvrage *Guerres de l'information et stratégies d'influence. Propagande et diplomatie publique des États-Unis depuis la guerre froide* (PUR, 2019) ; elle a également co-dirigé avec Frédérick Gagnon et Frédéric Heurtebize, *Alliances and Power Politics in the Trump Era. America In Retreat?* (Palgrave MacMillan, 2020), et avec Céline Marangé, *Les guerres de l'information à l'ère numérique* (PUF, 2021).

Contact : maud.quessard@irsem.fr

SOMMAIRE

RÉSUMÉ.....	11
ABSTRACT	12
AVANT-PROPOS	13
INTRODUCTION	17
I. LA DOCTRINE TRUMP 1.0 (2017-2020).....	21
Les alliances transatlantiques sous tension.....	23
<i>L'OTAN dans la ligne de mire</i>	23
<i>Les réponses européennes : entre adaptation et fragmentation</i>	24
<i>Contrainte présidentielle et logiques idéologiques</i>	25
Retrait et réalignement au Moyen-Orient et en Afrique	26
<i>Un retrait sélectif déguisé en désengagement.....</i>	26
<i>L'Afrique, théâtre secondaire de la politique étrangère de Trump</i>	29
<i>La diplomatie transactionnelle en action</i>	30
Le retour de la compétition entre grandes puissances	31
<i>La Chine : de partenaire stratégique à rival systémique</i>	32
<i>La Russie et l'arme du cyberspace</i>	33
<i>Vers un nouvel ordre bipolaire ?.....</i>	34
Le protectionnisme offensif et la guerre économique	35
<i>De la libéralisation au conflit commercial</i>	35
<i>Sanctions, tarifs et diplomatie coercitive</i>	36
<i>La redéfinition des partenariats commerciaux</i>	37
II. LA PUISSANCE SANS PRINCIPE.....	41
La politique étrangère américaine sous Trump 2.0	42
<i>Une posture offensive et idéologique</i>	42
<i>Arsenalisation des outils économiques.....</i>	44
<i>Dé-dollarisation, instabilité financière et perte d'hégémonie ?</i>	47
<i>La diplomatie religieuse et la droite chrétienne.....</i>	51
Les nouveaux acteurs américains des luttes informationnelles : vers la fin du soft power américain ?	59
<i>Une présidence informationnelle : du récit stratégique à la guerre culturelle</i>	60
<i>La fin du soft power libéral : démantèlement de la diplomatie publique traditionnelle...62</i>	
<i>Externalisation de l'influence : vers une diplomatie publique privatisée.....</i>	64
<i>Guerre cognitive, métapolitique et influenceurs pro-MAGA : les nouveaux agents idéologiques du pouvoir.....</i>	66
<i>Un sharp power inspiré des modèles autoritaires.....</i>	69
<i>Vers un illibéralisme assumé</i>	70
Fragmentation intérieure et recomposition transnationale.....	71
<i>Les récits complotistes et l'effondrement du consensus.....</i>	71

<i>Le nationalisme blanc et les réseaux numériques.....</i>	74
<i>Circulation transatlantique des droites radicales.....</i>	76
Vers un nouvel ordre international ?.....	78
<i>Les relations sino-américaines</i>	78
<i>La recomposition de l'OTAN.....</i>	81
<i>L'illusion d'un leadership américain post-libéral.....</i>	84
CONCLUSION	89
BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE	91

RÉSUMÉ

Cette étude propose une lecture stratégique et géopolitique du trumpisme à travers l'analyse croisée des deux administrations de Donald Trump (2017-2020 et depuis 2024). En interrogeant la continuité des ruptures dans la politique étrangère américaine, elle explore la genèse et la consolidation d'une doctrine alternative au libéralisme international traditionnel. Ce travail examine les fondements idéologiques, économiques et informationnels d'un ordre stratégique post-libéral, marqué par l'unilatéralisme, la désinstitutionnalisation des alliances et l'arsenalisation de l'économie comme outil de coercition. À rebours des lectures binaires, l'étude met en lumière une logique d'affirmation géopolitique fondée sur la fragmentation normative, la guerre cognitive et la militarisation des instruments non militaires.

L'originalité de cette recherche réside dans l'approche comparative et diachronique de Trump 1.0 et Trump 2.0 mais aussi dans l'attention portée aux nouveaux acteurs transnationaux de l'influence, aux mutations de la conflictualité informationnelle et aux effets systémiques d'un retrait stratégique assumé. Ce travail contribue ainsi au renouvellement des études contemporaines en articulant les logiques doctrinales à l'évolution des régimes d'influence, tout en s'inscrivant dans le champ des études critiques sur la puissance américaine.

ABSTRACT

This study offers a strategic and geopolitical analysis of “Trumpism” by comparing the foreign policy trajectories of the two Trump administrations (2017-2020 and 2024). It investigates the structural logic behind the apparent ruptures in U.S. foreign policy, revealing a coherent shift toward a post-liberal strategic order. Through the lens of strategic studies and critical American foreign policy scholarship, the research explores the ideological, economic, and informational pillars of a new paradigm marked by unilateralism, alliance deconstruction, and the weaponization of financial and cognitive tools.

The originality of this research lies in its diachronic comparison of Trump 1.0 and Trump 2.0, and in its emphasis on the transnationalization of disinformation, the strategic use of economic leverage, and the deliberate erosion of multilateral norms. By analyzing how Trump’s vision transforms the architecture of global power—beyond traditional warfare—this study contributes to a renewed understanding of American strategic behavior in an age of normative fragmentation and contested global leadership.

AVANT-PROPOS

L’histoire retiendra sans doute le sommet d’Anchorage du 15 août 2025 comme un moment charnière dans la reconfiguration des rapports de puissance à l’échelle euro-atlantique. À travers la mise en scène soigneusement orchestrée d’une rencontre entre Donald J. Trump, réélu à la présidence des États-Unis, et Vladimir Poutine, président d’une Russie toujours engagée dans une guerre de haute intensité en Ukraine, c’est une nouvelle matrice diplomatique qui s’esquisse. Celle-ci est marquée par une redéfinition brutale de la souveraineté, une diplomatie post-institutionnelle et une logique transactionnelle fondée sur des intérêts étroits plutôt que sur des principes universels.

Ce que révèle en creux cette séquence diplomatique, et que met en lumière cette étude sur le « trumpisme » comme reconfiguration stratégique, c’est l’émergence d’un leadership américain désidéologisé, volatil et profondément narcissique, dont les ressorts géopolitiques défient les canons de la diplomatie classique. Alors que le bureau ovale redevenait une scène mondiale le temps d’un huis-clos retransmis en mondovision, Donald Trump, fidèle à sa grammaire politique, n’a eu de cesse de repositionner la guerre russo-ukrainienne non pas comme une tragédie européenne ou une remise en cause de l’ordre international, mais comme une opportunité commerciale pour l’Amérique : « vendre des armes, c’est bon pour l’emploi », a-t-il lancé sur Fox News, en soulignant que l’aide militaire à l’Ukraine pourrait devenir « un excellent deal pour les États-Unis ».

Pour autant, cette posture ne signifie pas une adhésion pleine et entière à la cause ukrainienne. Bien au contraire. À Anchorage comme à Washington, Trump a multiplié les gestes de connivence à l’égard de Poutine : en l’appelant « Vladimir », en évoquant publiquement la nécessité d’un « accord raisonnable » incluant des cessions territoriales de l’Ukraine et en laissant entendre que les Européens pourraient en assumer le coût logistique et politique. Son entourage, à l’image de Steve Witkoff, aurait même esquissé une proposition de redécoupage territorial réduite à « cinq régions de l’Est », dans une logique de « deal immobilier », transposée à l’échelle de la souveraineté nationale. Ce cynisme assumé, nourri par une ignorance manifeste du droit international et

une fascination récurrente pour l'idée de troc territorial – comme l'a montré l'épisode du Groenland – témoigne d'un mépris structurel pour les normes juridiques fondatrices de l'ordre de 1945.

Face à cela, la réaction européenne a été d'une intensité inédite. Moins de soixante-douze heures après Anchorage, pas moins de sept dirigeants européens ont rejoint Volodymyr Zelensky à Washington – parmi eux Emmanuel Macron, Friedrich Merz, Ursula von der Leyen, Giorgia Meloni et Keir Starmer, pour tenter de réaffirmer une unité stratégique autour de la sécurité continentale. Cette démonstration de force diplomatique illustre une bascule majeure : alors qu'hier encore le conflit en Ukraine opposait Moscou à l'Ouest, il s'organise désormais selon une nouvelle ligne de fracture, Russie et États-Unis d'un côté ; Ukraine et Europe de l'autre.

Ce basculement trouve une mise en perspective saisissante dans cette étude, qui qualifie la puissance américaine sous Trump de « puissance sans principe ». Elle y montre, à travers une analyse diachronique du trumpisme 1.0 et 2.0, comment le repli souverainiste, la désinstitutionnalisation des alliances (OTAN, G7) et l'arsenalisation de l'économie, combinés à une diplomatie informationnelle agressive, redéfinissent les modalités de l'influence américaine dans un monde post-libéral.

Sur le théâtre ukrainien, ces mutations ont des effets concrets. Les propositions de Trump, qui promettait lors de sa campagne à l'élection présidentielle de mettre fin à la guerre « en 24 heures », dans un langage emprunté à la télé réalité plus qu'à la diplomatie, demeurent floues, incohérentes et inapplicables. Il alterne les menaces de désengagement, les promesses de garanties sécuritaires et les injonctions à « conclure un deal » sans jamais produire une feuille de route cohérente. Comme le rappelle Michael Kimmage, cette obsession pour la résolution rapide fait écran à toute sortie crédible du conflit : elle affaiblit l'Ukraine, favorise la stratégie attentiste de la Russie et mine la crédibilité stratégique des États-Unis.

Plus fondamentalement, cette diplomatie-spectacle témoigne de ce que Ludovic Tournès nomme la « menace américaine », une superpuissance dont les soubresauts internes (culturels, idéologiques, électoraux) désorientent ses partenaires et dont l'engagement en faveur de l'Europe n'est plus garanti mais négociable – voire monnayable. L'alignement ponctuel entre Washington et Moscou autour d'une vision réduction-

niste de la paix (territoire contre paix) ne fait que raviver les souvenirs les plus sombres de la Realpolitik, au détriment du droit à l'autodétermination et de la sécurité collective.

Pourtant, cette dynamique ne fait pas l'unanimité aux États-Unis. Selon un sondage The Economist/YouGov publié le 20 août, 68 % des Américains s'opposent à tout abandon de territoire ukrainien à la Russie, même au nom d'un accord de paix. Cette opinion publique en désaccord avec le président illustre les tensions croissantes entre le trumpisme comme projet idéologique et les traditions démocratiques encore vivantes au sein de la société américaine.

En définitive, le sommet d'Anchorage et ses suites ne doivent pas être compris comme des épisodes isolés mais comme les manifestations systémiques d'une recomposition stratégique où les principes cèdent la place aux intérêts et où la diplomatie devient spectacle.

INTRODUCTION

L'élection de Donald J. Trump à la présidence des États-Unis en 2016, puis sa réélection en 2024, constituent un tournant stratégique majeur dans la projection de puissance américaine. Le phénomène ne se limite pas à une inflexion conjoncturelle, il reflète une transformation profonde, à la fois doctrinale et opérationnelle, de la politique étrangère des États-Unis dans un monde désormais marqué par la démondialisation, la conflictualité informationnelle et la fragmentation de l'ordre international libéral hérité de 1945.

L'élection de Donald Trump en novembre 2016 avait marqué une césure dans la trajectoire diplomatique de la première puissance mondiale. À rebours du libéralisme multilatéral hérité de l'après-guerre, l'orientation stratégique de son premier mandat s'est fondée sur un nationalisme économique offensif, une méfiance envers les alliances historiques (notamment l'OTAN) et une revalorisation des rapports de force bilatéraux. Le slogan *America First* est devenu l'expression programmatique d'un désengagement partiel du monde, d'un retour au protectionnisme et d'une contestation ouverte des normes internationales.

Cependant, c'est avec sa réélection en 2024 que le trumpisme prend une dimension plus structurelle. Le second mandat ne se limite pas à une répétition du premier, il consacre une rupture idéologique profonde. Désormais, la politique étrangère américaine est non seulement transactionnelle mais aussi messianique, mue par une vision civilisationnelle, autoritaire et identitaire du pouvoir. Le *soft power*, pilier du leadership moral des États-Unis, est démantelé. À la place émerge une diplomatie informationnelle offensive, appuyée sur les plateformes privées et les récits clivants produits par des figures idéologiques, telles que Steve Bannon ou Laura Loomer.

La présente étude articule ces dynamiques à travers trois perspectives principales : 1) La reconfiguration doctrinale de la puissance américaine via une transition du multilatéralisme au souverainisme idéologique. 2) L'émergence d'un nouveau

théâtre stratégique où les outils numériques et cognitifs prennent le pas sur les instruments diplomatiques classiques. 3) L'inscription du trumpisme dans une séquence globale de fragmentation de l'ordre international, marquée par la montée des régimes autoritaires, l'arsenalisation du commerce et de l'information ainsi que par une redéfinition des alliances.

Le trumpisme, en tant que configuration idéologique et stratégique, ne peut être réduit à une posture populiste ou isolationniste. Il doit être saisi dans sa dimension géopolitique. Par « géopolitique du trumpisme », on désigne ici une « doctrine de puissance sans principe » fondée sur trois piliers : la défiance envers les normes internationales, la prédation transactionnelle au sein des alliances et l'instrumentalisation des technologies cognitives à des fins de domination narrative. Cette approche rompt avec les paradigmes classiques de la « Grande Stratégie » américaine, notamment celle de l'après-guerre froide qui visait un équilibre entre leadership multilatéral et intérêt national¹.

Le second mandat de Trump inaugure ce que l'on peut qualifier de schisme idéologique de l'ère 2.0, une rupture interne au sein même de la fabrique stratégique américaine. Ce schisme ne concerne pas seulement les orientations diplomatiques ou les doctrines militaires. Il touche à la structure cognitive de la politique étrangère, la fin du *soft power* au profit d'un *sharp power* algorithmique » privatisé (via X, Truth Social, The Daily Wire), la marginalisation des services diplomatiques traditionnels, purgés de leurs cadres, et l'émergence de figures non étatiques dans l'élaboration du récit stratégique².

Cette étude se propose d'analyser cette reconfiguration profonde à travers une double focale diachronique : le premier mandat de Trump (2017-2020), caractérisé par une diplomatie de rupture, et le second mandat (depuis 2024), marqué par une radicalisation idéologique et informationnelle. En articulant ces deux

1. Joshua Rovner, « Strategy and Grand Strategy After September 11 », *Adelphi Series*, 65 (514-515), 2025, p. 115-132.

2. Hal Brands, « The Renegade Order: How Trump Wields American Power », *Foreign Affairs*, 104, 2025, p. 22.

séquences, l'étude met au jour les continuités sous-jacentes du trumpisme (antimultilatéralisme, souverainisme économique, logique bilatérale) tout en soulignant les ruptures portées par l'ère 2.0 (privatisation du pouvoir stratégique, repli civilisationnel, posture cyber agressive).

L'approche retenue s'inscrit dans le champ des études stratégiques, entendues au sens élargi de l'analyse des instruments, espaces et récits de la puissance dans un environnement post-west-phalien. Trois questions de recherche structurent cette étude : 1) Dans quelle mesure le trumpisme constitue-t-il une nouvelle grammaire stratégique pour les États-Unis au XXI^e siècle ? 2) Comment l'arsenalisation de l'information et des réseaux numériques recompose-t-elle les modalités d'influence et de puissance dans le second mandat de Trump ? 3) Le schisme idéologique induit par Trump 2.0 est-il soutenable pour les alliances traditionnelles américaines (OTAN, G7) et pour l'ordre libéral global ?

Sur le plan méthodologique, cette recherche adopte une approche qualitative stratégique et prospective, fondée sur l'analyse de discours officiels, de productions médiatiques partisans, de doctrines militaires émergentes et sur la littérature scientifique spécialisée en politique étrangère américaine. L'étude se situe à l'intersection de la géopolitique critique, des études de sécurité et de la science politique comparative.

Cette étude a deux objectifs. D'une part, elle entend contribuer à l'analyse critique de la diplomatie américaine en contexte de reconfiguration autoritaire, en mobilisant des outils d'analyse narratifs et systémiques rarement croisés dans les études classiques de politique étrangère. D'autre part, elle aborde l'ère cognitive, en intégrant la question de la guerre informationnelle et des techno-stratégies non étatiques dans l'analyse des politiques de puissance.

Contrairement à de nombreuses études centrées sur la posture institutionnelle des États-Unis, cette approche examine les mutations infra-étatiques, symboliques et technologiques qui font des États-Unis eux-mêmes un acteur disruptif de l'ordre international³.

3. Joshua Rovner, « Strategy, Grand Strategy and Emerging Technologies », *op. cit.*, p. 133-160.

I. LA DOCTRINE TRUMP 1.0 (2017-2020)

Transformation de la politique étrangère américaine

L'élection de Donald J. Trump à la présidence des États-Unis, en novembre 2016, a marqué un moment de rupture dans la trajectoire diplomatique de la première puissance mondiale. Porté par un discours populiste, souverainiste et protectionniste, Donald Trump a radicalement transformé l'image et les pratiques de la politique étrangère américaine. En rompant avec les codes du libéralisme international hérité de l'après-guerre, il a mis en œuvre une stratégie baptisée *America First* reposant sur le nationalisme économique, la méfiance à l'égard des engagements multilatéraux et la revalorisation du rapport de force bilatéral.

Dès son entrée en fonction, le 20 janvier 2017, Trump a cherché à redéfinir les priorités diplomatiques des États-Unis en mettant fin à la logique de leadership multilatéral traditionnellement exercé par Washington depuis 1945. Cette logique s'appuyait sur une double assise : un réseau d'alliances militaires (OTAN, accords bilatéraux en Asie) et un ordre économique international dominé par des institutions telles que le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Cet ordre, conçu pour stabiliser les relations internationales après deux guerres mondiales, visait aussi à contenir l'expansion soviétique durant la guerre froide, tout en consolidant la suprématie américaine dans un cadre juridico-économique libéral¹.

Trump a violemment critiqué cette architecture, estimant que les États-Unis supportaient le fardeau financier et militaire d'un ordre mondial dont les bénéfices profitaient à d'autres puissances, notamment à leurs alliés européens, au Japon ou à la

1. Walter Russell Mead, *Special Providence: American Foreign Policy and How It Changed the World*, New York, Alfred A. Knopf, 2001.

Chine². À ses yeux, les accords de libre-échange comme l'Accord de libre échange nord-américain (ALENA), l'Accord de partenariat transpacifique (TPP) ou le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement trahissaient les intérêts industriels et commerciaux américains. Les alliances militaires, quant à elles, étaient jugées coûteuses, inévitables et dépassées³.

Ce repositionnement ne constitue pas une simple improvisation d'un dirigeant iconoclaste. Il s'inscrit dans une évolution plus large de la politique américaine, amorcée sous Obama, qui tend à réduire les engagements à l'étranger au profit de priorités nationales. Toutefois, Trump y ajoute une charge idéologique antiglobaliste et une rhétorique de confrontation. Il se distingue également par sa manière d'opérer une déconnexion entre les alliés historiques des États-Unis et les adversaires, traitant les uns et les autres selon des critères avant tout transactionnels⁴.

Il comprend quatre dimensions : d'abord l'impact de la présidence Trump sur les alliances transatlantiques ; ensuite la stratégie de désengagement au Moyen-Orient et en Afrique ; puis le retour de la compétition entre grandes puissances ; enfin, la remise en cause du multilatéralisme commercial et la montée du protectionnisme. Chacune de ces dimensions révèle les contradictions de l'approche trumpienne : affirmation de la souveraineté contre les engagements contraignants, critique des alliés proches, valorisation de dirigeants autoritaires, rejet du droit international et volonté de réécriture des règles du commerce global.

Cette partie propose une synthèse critique et analytique de ces thématiques, en les recontextualisant, pour permettre une lecture

2. Maud Quessard, Frédéric Heurtebize, Frédéric Gagnon (dir.), *Alliances and Power Politics in the Trump Era*, Cham, Palgrave Macmillan, 2020. L'ouvrage collectif offre une analyse pluridimensionnelle de ces transformations.

3. Donald J. Trump et Tony Schwartz, *Trump: The Art of the Deal*, New York, Ballantine Books, 1987.

4. David G. Haglund, « America's Surprisingly 'Constrained' Presidency: Implications for Transatlantic Relations », dans Maud Quessard, Frédéric Heurtebize, Frédéric Gagnon (dir.), *Alliances and Power Politics in the Trump Era*, op. cit., p. 15-33.

de l'évolution de la puissance américaine à l'aune du trumpisme. Elle s'interroge sur le caractère conjoncturel ou structurel de la « doctrine Trump » : s'agit-il d'un accident idéologique dans l'histoire diplomatique américaine ou d'un tournant stratégique durable annonçant un nouvel âge de la puissance, plus fragmentée, plus offensive et moins universaliste ? Pour y répondre, seront analysés successivement les quatre axes centraux de cette transformation.

LES ALLIANCES TRANSATLANTIQUES SOUS TENSION

La présidence Trump a remis en cause les fondements mêmes de la solidarité atlantique. Les liens tissés entre les États-Unis et l'Europe depuis la création de l'OTAN ont été mis à rude épreuve par une vision utilitariste et méfiante des alliances. Cette section explore les tensions engendrées par la critique trumpienne de l'OTAN, les réponses hétérogènes des pays européens et la nature idéologique de la stratégie présidentielle.

L'OTAN dans la ligne de mire

Depuis sa création en 1949, l'OTAN a constitué le pilier central de la sécurité transatlantique. Elle symbolise non seulement la coopération militaire entre les États-Unis et l'Europe, mais aussi une communauté de valeurs démocratiques et libérales⁵. Or cette vision a été frontalement contestée par Donald Trump, qui a déclaré que l'OTAN était « obsolète » dès le début de sa campagne présidentielle en 2016.

Trump a concentré ses critiques sur la question du *burden sharing* (partage du fardeau). Il a reproché aux membres européens de l'OTAN de ne pas respecter leurs engagements financiers, en particulier la règle des 2 % du PIB consacrés à la défense (qu'il a

5. Sur l'OTAN comme alliance des démocraties la référence demeure Thomas Risse-Kappen, *Cooperation Among Democracies: The European Influence on US Foreign Policy*, Princeton, Princeton University Press, 1995.

souhaité voir augmenter à 5 % lors de son second mandat)⁶. Ce reproche n'était pas nouveau – Barack Obama et ses prédécesseurs avaient déjà formulé des griefs similaires⁷ – mais Trump y a ajouté une menace explicite de désengagement.

Cette posture a provoqué une incertitude stratégique profonde en Europe. L'invocation de l'article 5, clause fondatrice de la défense collective, n'a été confirmée qu'avec retard et ambivalence. L'éventualité d'un retrait partiel ou total des États-Unis a semblé plausible pour la première fois depuis la guerre froide. Ce climat a non seulement fragilisé la crédibilité dissuasive de l'Alliance, mais aussi suscité des réflexions nouvelles sur l'autonomie stratégique européenne⁸.

Les réponses européennes : entre adaptation et fragmentation

Face à cette offensive, les États européens ont réagi de manière diverse et souvent contradictoire. Certains, comme la Pologne ou les États baltes, ont choisi de renforcer leur lien bilatéral avec Washington. La proposition polonaise d'établir une base militaire américaine permanente – surnommée « Fort Trump » – traduit cette volonté de maintenir l'ancrage américain en Europe orientale, même au prix d'une dépendance accrue⁹.

D'autres pays, à commencer par la France, ont mis en avant la nécessité d'une autonomie stratégique européenne. Emmanuel Macron a plaidé pour une « Europe puissante », capable de défendre ses intérêts sans dépendre exclusivement du

6. Bob Woodward et Robert Costa, « [Transcript: Donald Trump interview with Bob Woodward and Robert Costa](#) », *The Washington Post*, 2 avril 2016.

7. Robert Gates, « [Text of Speech by Robert Gates on the Future of NATO](#) », *Atlantic Council*, 10 juin 2011 ; Tom Shanker, Steve Erlanger, « [Blunt US Warning reveals deep strains on NATO](#) », *The New York Times*, 10 juin 2011.

8. Barbara Kunz, « The Evolving Transatlantic Link: What European Response ? Disentangling the European Security Debate », dans Maud Quessard, Frédéric Heurtebize, Frédéric Gagnon (dir.), *Alliances and Power Politics in the Trump Era*, op. cit., p. 34-53.

9. Ryszard Zięba, « Poland's Security Policy: The West and the Threat from the East. », *Polish Political Science Yearbook*, 47, 2018, p. 182-199.

parapluie américain. L'Initiative européenne d'intervention (IEI), lancée en 2018, illustre cette tentative de contourner l'immobilisme institutionnel de l'OTAN et de l'UE sur les questions de défense¹⁰.

Cette diversification des réponses reflète des perceptions sécuritaires très hétérogènes entre les pays européens. Tandis que les pays d'Europe de l'Est craignent une menace directe de la Russie et privilégient la dissuasion territoriale, les pays d'Europe du Sud sont davantage préoccupés par l'instabilité au Sahel et au Moyen-Orient. En l'absence d'un consensus stratégique, les initiatives européennes peinent à trouver une cohérence¹¹.

Contrainte présidentielle et logiques idéologiques

Malgré sa rhétorique disruptive, Trump ne disposait pas d'une liberté d'action absolue. La présidence américaine restait soumise à des contraintes internes (institutionnelles, juridiques, diplomatiques) qui limitaient ses marges de manœuvre¹². Ainsi l'administration Trump n'a-t-elle jamais officiellement dénoncé le traité de l'OTAN, et les exercices militaires conjoints ont continué.

Au-delà des contraintes structurelles, la politique étrangère de Trump s'inscrit dans une tradition idéologique spécifique. Walter Russell Mead propose une typologie fondée sur quatre archétypes de la diplomatie américaine : hamiltonien, jeffersonien, wilsonien et jacksonien. Trump, bien que souvent qualifié de jacksonien (nationaliste, populiste, attaché à la force brute), présente aussi des traits wilsoniens inversés : il croit à une mis-

10. Stephen G. Brooks et William C. Wohlforth, « The Rise and Fall of the Great Powers in the 21st Century », *International Security*, 40 (4), 2016, p. 7-53.

11. Pierre Haroche, « [Supranationalism Strikes Back: A Neofunctionalist Account of the European Defense Fund](#) », *Journal of European Public Policy*, 26 avril 2019.

12. Emmanuel Macron, « [Discours d'Emmanuel Macron pour une Europe souveraine, unie, démocratique](#) », *Elysée.fr*, 26 septembre 2017.

sion morale de l'Amérique mais il est contre l'universalisme libéral, au profit du repli souverainiste¹³.

Trump ne cherche pas à abolir la puissance américaine mais à la redéployer dans une logique transactionnelle : les alliances ne sont utiles que si elles produisent un bénéfice tangible et mesurable pour les États-Unis. Cette conception rompt avec l'idée d'un leadership hégémonique assumant des « biens publics » mondiaux pour stabiliser l'ordre international. Elle traduit une vision désenchantée de la politique internationale, dominée par la défiance, la réciprocité directe et la compétition permanente¹⁴.

RETRAIT ET RÉALIGNEMENT AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE

Contrairement à l'image d'un président isolationniste, Donald Trump n'a pas réellement désengagé les États-Unis de toutes leurs zones d'intervention. Ce qu'il a opéré relève plutôt d'un réalignement stratégique, fondé sur la recherche d'un retour sur investissement diplomatique, l'abandon de missions perçues comme coûteuses ou inefficaces et l'établissement de relations fondées sur des logiques bilatérales et utilitaristes. Le Moyen-Orient et l'Afrique constituent deux espaces clés où cette redéfinition a été particulièrement visible.

Un retrait sélectif déguisé en désengagement

L'une des principales promesses de campagne de Trump a été la fin des « guerres sans fin » menées par les États-Unis au Moyen-Orient, en particulier en Afghanistan, en Irak et en Syrie. Toutefois, l'exécution de cette promesse a été incohérente et parfois contradictoire. Ainsi, bien que Trump ait annoncé en 2018 le retrait des troupes américaines de Syrie, une partie des effectifs

13. Walter Russell Mead, « The Jacksonian Revolt: American Populism and the Liberal World Order », *Foreign Affairs*, 96, mars-avril 2017, p. 2-7.

14. John G. Ruggie, « Multilateralism: The Anatomy of an Institution », *International Organization*, 46 (3), 1992, p. 561-598.

est restée stationnée dans le Nord-Est du pays pour « sécuriser le pétrole¹⁵ ».

En ce qui concerne l'Afghanistan, l'administration Trump a engagé des pourparlers directs avec les Talibans à Doha, aboutissant à l'accord de février 2020 sur le retrait progressif des forces américaines. Cet accord a été largement critiqué pour son caractère unilatéral, l'absence du gouvernement afghan dans les négociations et les concessions faites aux Talibans sans garanties solides¹⁶.

Sur d'autres dossiers, Trump a renforcé les positions américaines. Le soutien inconditionnel à Israël s'est manifesté par la reconnaissance de Jérusalem comme capitale et le transfert de l'ambassade des États-Unis dans cette ville, mesure hautement symbolique, rompant avec la politique de neutralité relative des administrations précédentes¹⁷. La doctrine Trump s'aligne ainsi sur une politique de contournement des conflits jugés insolubles, comme la question israélo-palestinienne, au profit d'alliances ponctuelles jugées plus rentables – notamment avec Israël, l'Arabie saoudite¹⁸ et les Émirats arabes unis¹⁹.

Néanmoins elle fait également apparaître la centralité de l'Iran dans la réorientation stratégique opérée sous Donald Trump. Le retrait unilatéral des États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien (Joint Comprehensive Plan of Action, JCPOA) en mai 2018 constitue une rupture majeure avec l'administration Obama, qui voyait dans cet accord une tentative de stabilisation régionale par la diplomatie multilatérale. Trump, au contraire, perçoit

15. Julian E. Barns et Eric Schmitt, « [Trump Orders Withdrawal of U.S. Troops from Northern Syria](#) », *The New York Times*, 13 octobre 2019.

16. James Dobbins, « [Peace Hasn't Broken Out in Afghanistan](#) », *Rand Commentary*, 16 mars 2020.

17. Antoine Coppolani, « If I Forget Thee O Jerusalem », dans Maud Quesard, Frédéric Heurtebize, Frédérick Gagnon (dir.), *Alliances and Power Politics in the Trump Era*, op. cit., p. 75-98.

18. Ben Rhodes, « [A Fatal Abandonment of American Leadership](#) », *The Atlantic*, 12 octobre 2018.

19. Martin S. Indyk, « [A Trump Doctrine for the Middle East](#) », *The Atlantic*, 14 avril 2018.

l'Iran comme la principale menace systémique à l'ordre régional et choisit une stratégie de confrontation explicite.

Cette politique de « pression maximale » repose sur plusieurs leviers : la réimposition de sanctions économiques extrêmes, la menace constante d'intervention militaire et la mobilisation d'un discours idéologiquement radicalisé, présentant l'Iran non seulement comme un État voyou, mais comme un régime terroriste. Cette approche visait à isoler l'Iran tant économiquement que diplomatiquement, en espérant forcer le régime à accepter une renégociation sur l'ensemble de ses activités régionales, son programme balistique et son soutien aux milices chiïtes dans la région²⁰.

Une autre caractéristique notable est la personnalisation du conflit. L'administration Trump a mis en avant une hostilité viscérale à l'égard des dirigeants iraniens, en particulier du Guide suprême Ali Khamenei et du général Qassem Soleimani, réduisant la complexité de la politique iranienne à des figures diabolisées. Cela a contribué à figer la diplomatie dans une logique de polarisation, empêchant toute marge de négociation ou de désescalade.

La dimension symbolique est également essentielle : en se retirant du JCPOA, Trump ne fait pas que contester l'efficacité de l'accord ; il entend également affirmer la souveraineté américaine contre les engagements multilatéraux, perçus comme contraignants pour l'autonomie stratégique des États-Unis. Ce geste s'inscrit dans une logique plus large de rejet des institutions internationales et des cadres négociés hérités de l'après-guerre froide. Cette décision a fortement dégradé les relations avec les alliés européens, particulièrement la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, qui voyaient dans l'accord un outil essentiel de non-prolifération. Trump jugeait déjà alors la présence des Européens néfaste aux intérêts de l'Amérique.

L'assassinat ciblé du général Qassem Soleimani, en janvier 2020 à Bagdad, illustre la radicalisation de cette stratégie. Par

20. Mike Pompeo, « [After the Deal: A New Iran Strategy](#) », interview avec Kay Coles James, Department of State, 21 mai 2018.

cette action spectaculaire, l'administration Trump a voulu faire un coup d'éclat démontrant à la fois sa capacité de projection militaire et sa détermination politique. Ce coup de force n'a pas abouti à une modification substantielle du comportement iranien. Au contraire, il a renforcé la posture défensive du régime, accru l'instabilité régionale et alimenté un cycle de tensions croissantes, tout en exacerbant les critiques internationales sur l'unilatéralisme américain²¹.

En sortant de l'accord sans plan de rechange, sans stratégie alternative, les États-Unis ont affaibli la crédibilité de leur parole diplomatique. Les promesses de renégociation se sont révélées illusoires, et l'Iran, loin de plier sous la pression, a relancé son programme nucléaire à un niveau inédit depuis 2015. Cette impasse a laissé l'administration Biden avec un dossier dégradé et un capital diplomatique affaibli.

L'exemple iranien illustre à la perfection les tensions internes du trumpisme diplomatique : entre repli souverainiste et démonstration de force, entre rupture idéologique et absence de vision à long terme. Ce cas met en lumière les conséquences concrètes d'une politique étrangère fondée sur la coercition sans coordination, la puissance sans légitimité et l'affrontement sans alternative. Il constitue ainsi un prisme révélateur des limites structurelles de l'*America First*.

L'Afrique, théâtre secondaire de la politique étrangère de Trump

En Afrique, la politique étrangère de Trump a été marquée par l'indifférence, voire le désintérêt. La rhétorique présidentielle elle-même a nui aux relations diplomatiques : le qualificatif injurieux utilisé pour désigner certains pays africains en 2018 a provoqué un tollé international. Pourtant, les États-Unis ont maintenu des opérations antiterroristes en Somalie, au Nigéria, en Libye et au Sahel.

21. Dmitri Trenin, *What is Russia up to in the Middle East?*, John Wiley & Sons, 2017.

L'Afrique est ainsi restée le terrain d'une action militaire discrète mais significative. L'administration Trump a poursuivi le soutien logistique et en renseignement à l'opération française *Barkhane* dans la bande sahélo-saharienne. Cependant, ce soutien s'est accompagné de pressions budgétaires au sein du Pentagone pour réduire les effectifs et recentrer les moyens sur la compétition entre grandes puissances²².

Stephen Tankel notait alors que la coopération sécuritaire avec les partenaires européens était demeurée essentielle mais instable. Les divergences sur les approches contre-insurrectionnelles et la montée du scepticisme envers les institutions multilatérales ont fragilisé les efforts conjoints. L'absence d'une stratégie africaine cohérente de l'administration Trump a laissé la porte ouverte à une montée en puissance des acteurs rivaux, notamment la Chine (via les investissements) et la Russie (via les sociétés militaires privées)²³.

La diplomatie transactionnelle en action

Le fil rouge de la politique étrangère de Trump au Moyen-Orient et en Afrique est une forme de diplomatie transactionnelle, où les valeurs (droits humains, démocratie) cèdent le pas aux intérêts directs, mesurables en termes économiques ou stratégiques. Cette approche s'illustre dans la relation privilégiée avec l'Arabie saoudite. Malgré l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi en 2018, Trump a refusé toute sanction majeure contre Riyad, invoquant la vente d'armements américains comme argument justificatif²⁴.

22. Julie Hirschfeld Davis, Sheryl Gay Stolberg et Thomas Kaplan, « [Trump Alarms Lawmakers with Disparaging Words for Haiti and Africa](#) », *The New York Times*, 11 janvier 2018.

23. Stephen Tankel, *With US or Against US: How America's Partners Help and Hinder the War on Terror*, New York, Columbia University Press, 2018.

24. Stephen Tankel, « The Two Faces of US Counterterrorism Under Trump », dans Maud Quessard, Frédéric Heurtebize, Frédéric Gagnon (dir.), *Alliances and Power Politics in the Trump Era*, op. cit., p. 99-120.

Les accords Abraham, qui ont normalisé les relations entre Israël et plusieurs pays arabes (Émirats arabes unis, Bahreïn, Maroc, Soudan), constituent le point culminant de cette logique²⁵. Ces accords, obtenus sans résoudre le conflit israélo-palestinien, témoignent d'une diplomatie de résultats rapides et symboliques, valorisée par Trump pour des raisons électorales²⁶.

Cette conception bilatérale et utilitariste de la diplomatie contraste fortement avec les doctrines antérieures, comme celle de George W. Bush qui, malgré ses excès, revendiquait un projet normatif de transformation démocratique. La politique de Trump dans ces régions s'inscrit dans une logique de retrait pragmatique, non pas par pacifisme mais par rejet des engagements à long terme perçus comme improductifs²⁷.

LE RETOUR DE LA COMPÉTITION ENTRE GRANDES PUISSANCES

L'un des tournants majeurs de la politique étrangère de l'administration Trump réside dans la réactivation d'une logique de rivalité interétatique avec les deux puissances historiquement concurrentes des États-Unis : la Chine et la Russie. Ce retour au paradigme réaliste de la politique de puissance rompt avec les espoirs post-guerre froide d'un monde fondé sur la coopération multilatérale. Il reflète une prise de conscience croissante, au sein de l'appareil d'État américain, du déclin relatif de l'hégémonie libérale et de l'émergence d'un monde multipolaire compétitif.

25. Voir Fatiha Dazi-Héni, « [La guerre à Gaza et le retour de la question palestinienne : quels impacts sur le rôle de l'Arabie saoudite et sur les accords Abraham ?](#) », Note 142, IRSEM, 26 mars 2024.

26. Stephen M. Walt, « [This America's Middle East Strategy on Steroids](#) », *Foreign Policy*, 15 octobre 2018.

27. Gregory F. Gause, « The Abraham Accords in Perspective », *Brookings Institution*, 2021 ; Jeremy Pressman, « [The False Promise of the Abraham Accords](#) », *Foreign Affairs*, 15 septembre 2021.

La Chine : de partenaire stratégique à rival systémique

Sous Trump, la Chine est passée du statut de partenaire économique incontournable à celui d'adversaire stratégique. Ce glissement s'est formalisé dès 2017 dans la *National Security Strategy*²⁸, qui identifie explicitement la Chine comme une « puissance révisionniste » cherchant à remodeler l'ordre international selon ses propres normes autoritaires²⁹.

La guerre commerciale ouverte en 2018 – marquée par des droits de douane punitifs réciproques – n'a été que la manifestation la plus visible d'une hostilité croissante. Trump reproche à Pékin ses excédents commerciaux, le vol de propriété intellectuelle, la manipulation de sa monnaie et les pratiques anti-concurrentielles imposées aux entreprises étrangères³⁰.

Toutefois cette confrontation va au-delà du commerce : elle reflète une rivalité de systèmes. Là où l'administration Obama avait encore tenté de coopter la Chine dans l'ordre international existant, l'administration Trump assume désormais l'affrontement. Gary Schmitt souligne que cette rupture repose sur la désillusion vis-à-vis de l'hypothèse libérale selon laquelle le développement économique chinois aurait conduit à une démocratisation politique³¹.

Cette nouvelle posture inclut également le domaine technologique, avec l'exclusion de Huawei du marché américain et la pression exercée sur les alliés pour bannir l'entreprise des

28. White House, « [National Security Strategy of the United States of America](#) », Washington D.C., 25 décembre 2017.

29. Timothy R. Heath, « [America's New Security Strategy Reflects the Intensifying Strategic Competition with China](#) », *Rand Commentary*, 27 décembre 2017.

30. White House, « [President Donald J. Trump Is Protecting America From China's Efforts To Steal Technology And Intellectual Property](#) », 29 mai 2020. Voir aussi Katherine Koleski et Nargiza Salidjanova, « [China's Technonationalism Tool Box](#) », *US-China Economic and Security Review Commission*, 28 mars 2018.

31. Gary J. Schmitt, « The China Dream: America's, China's and the Resulting Competition », dans Maud Quessard, Frédéric Heurtebize, Frédérick Gagnon (dir.), *Alliances and Power Politics in the Trump Era*, op. cit., p. 139-182.

réseaux 5G. La diplomatie américaine mobilise désormais la sécurité nationale pour justifier la décorrélation économique avec la Chine, dans une logique de découplage stratégique³².

La Russie et l'arme du cyberspace

Les relations diplomatiques entre Washington et Moscou pendant la première administration Trump sont empreintes de paradoxes. D'un côté, le président affiche une certaine bienveillance à l'égard de Vladimir Poutine, qu'il qualifie de leader fort et respectable. De l'autre, les agences de sécurité américaines dénoncent l'ingérence russe dans les élections de 2016, les cyberattaques contre des infrastructures critiques et la propagation de désinformation via les réseaux sociaux³³.

La Russie a alors développé une doctrine de guerre hybride, qui combine outils militaires, informationnels et numériques pour saper la cohésion des démocraties libérales sans confrontation militaire directe³⁴. Cette stratégie repose sur l'exploitation des vulnérabilités sociales et politiques de l'adversaire, plutôt que sur une supériorité technologique brute.

Les sanctions économiques imposées par le Congrès à la Russie ont souvent contredit l'attitude conciliante de Trump. Cette dissociation entre la politique présidentielle et les mesures institutionnelles révèle un paradoxe propre au système américain, où le Congrès reste très attaché à la dissuasion classique et à l'endiguement³⁵.

32. Adam Segal, « [The Coming Tech Cold War with China](#) », *Foreign Affairs*, 9 septembre 2020.

33. Intelligence Community Assessment, « [Assessing Russian Activities and Intentions in Recent U.S. Elections](#) », *ICA 2017-01D*, 6 janvier 2017.

34. Kevin Limonier, « Challenging America and the West: A Russian Cyberstrategy ? », dans Maud Quessard, Frédéric Heurtebize, Frédérick Gagnon (dir.), *Alliances and Power Politics in the Trump Era*, op. cit., p. 183-200.

35. Matt Flegenheimer et David E. Sanger, « [Congress Reaches Deal on Russia Sanctions, Setting Up Tough Choice for Trump](#) », *The New York Times*, 22 juillet 2017 ; Jordan Tama, « Forcing the President's Hand: How the US Congress Shapes Foreign Policy through Sanctions Legislation », *Foreign Policy Analysis*, 16 (3), juillet 2020, p. 397-416.

Dans le domaine cyber, la Russie est perçue comme un perturbateur agile, capable d'influencer des élections, d'exploiter des données sensibles et d'intervenir sans être physiquement présent. L'administration Trump, malgré sa réticence à reconnaître ces menaces, a progressivement renforcé les capacités défensives et offensives du Cyber Command³⁶.

Vers un nouvel ordre bipolaire ?

La simultanéité des tensions avec la Chine et la Russie suggère une recomposition de l'ordre international autour de deux axes de polarisation, un pôle libéral atlantique en recomposition et un pôle autoritaire russo-chinois en consolidation. Contrairement à la guerre froide, cette bipolarité n'est pas strictement idéologique, elle est aussi économique, technologique et géopolitique³⁷.

Cette nouvelle donne stratégique implique un redéploiement des priorités militaires américaines vers la région indo-pacifique, un renforcement des alliances dans cette zone (Japon, Corée du Sud, Australie, Inde) et une révision doctrinale centrée sur la compétition de haute intensité³⁸. Le retrait progressif du Moyen-Orient s'inscrit dans ce contexte de rehiérarchisation des menaces³⁹.

La présidence Trump a formalisé cette transformation, tout en l'accompagnant d'une rhétorique conflictuelle et unilatérale qui a brouillé la lisibilité du message porté par les États-Unis. Si l'idée d'un *containment 2.0* émerge, elle se heurte à l'interdépendance structurelle des économies mondiales, notamment entre les États-Unis et la Chine. La compétition n'exclut donc pas la coopération dans certains domaines, créant un climat d'ambiguïté et de méfiance mutuelle.

36. Richard A. Clarke et Robert Knake, *Cyber War: The Next Threat to National Security and What to Do About It*. New York, HarperCollins, 2010.

37. *Ibid.*

38. Graham Allison, *Destined for War: Can America and China Escape Thucydides's Trap?*, Boston, Houghton Mifflin Harcourt, 2017.

39. Department of Defense, « [Summary of the 2018 National Defense Strategy](#) », janvier 2018.

LE PROTECTIONNISME OFFENSIF ET LA GUERRE ÉCONOMIQUE

Au cœur de la vision des enjeux internationaux de Donald Trump, le commerce n'est pas un vecteur de coopération mais un champ de bataille. Sous son administration, les États-Unis ont adopté une posture commerciale offensive visant à restaurer ce que Trump appelle la « justice économique ». Cette stratégie repose sur l'idée que les règles multilatérales ont été utilisées contre les intérêts américains et que seule une approche bilatérale, fondée sur la force et la réciprocité, peut rétablir l'équilibre. Ainsi la politique commerciale est-elle devenue un instrument de puissance coercitive, à la croisée de la sécurité nationale et des intérêts industriels.

De la libéralisation au conflit commercial

L'une des premières décisions du président Trump a été de retirer les États-Unis du TPP, un accord commercial multilatéral conçu par l'administration Obama pour contrer l'influence chinoise en Asie⁴⁰. Par la suite, Trump a renégocié l'ALENA, qu'il accusait d'avoir détruit l'emploi industriel américain, pour le transformer en United States-Mexico-Canada Agreement (USMCA)⁴¹.

Au-delà des symboles, ces décisions marquent une rupture doctrinale : l'abandon du libre-échange comme principe de politique étrangère, au profit d'un nationalisme économique affirmé. Cette approche considère que les excédents commerciaux des partenaires constituent des pertes nettes pour les États-Unis,

40. Donald J. Trump, « [Presidential Memorandum Regarding Withdrawal of the United States from the Trans-Pacific Partnership Negotiations and Agreement](#) », White House, 23 janvier 2017.

41. Célia Belin et Samuel Denney, « Business First: Trump's Economic Measures as Offensive Weaponry », dans Maud Quessard, Frédéric Heurtebize, Frédéric Gagnon (dir.), *Alliances and Power Politics in the Trump Era*, op. cit., p. 203-219.

rompant avec la logique classique des gains mutuels du commerce international⁴².

La guerre commerciale avec la Chine a été le point culminant de cette stratégie. À partir de 2018, l'administration Trump a imposé des tarifs douaniers sur plus de 360 milliards de dollars d'importations chinoises. Pékin a répondu par des mesures de rétorsion ciblées sur les produits agricoles américains. Ce conflit a durablement modifié les chaînes d'approvisionnement mondiales et renforcé les inquiétudes sur la montée du découplage économique sino-américain⁴³.

Sanctions, tarifs et diplomatie coercitive

La politique commerciale de Trump n'a pas uniquement ciblé la Chine. Elle a également concerné des alliés traditionnels comme l'Union européenne, le Canada, la Corée du Sud ou encore le Japon. L'imposition de droits de douane sur l'acier et l'aluminium, au nom de la sécurité nationale, a provoqué un tollé international et des représailles commerciales⁴⁴.

Cette utilisation extensive des mesures unilatérales – tarifs, sanctions, embargos – constitue une forme de diplomatie coercitive, où le commerce devient un levier de puissance au même titre que l'armée. Elle s'est également traduite par l'extraterritorialité du droit américain, notamment dans le cadre des sanctions contre l'Iran. Les entreprises européennes ont été contraintes de se retirer du marché iranien, sous peine de sanctions secondaires américaines, révélant la vulnérabilité de l'autonomie économique européenne⁴⁵.

42. Douglas A. Irwin, *Clashing over Commerce: A History of US Trade Policy*, Chicago, University of Chicago Press, 2017.

43. Adam S. Posen, « [Trump's New Tariff Actions: A Wakeup Call to Global Markets](#) », Peterson Institute for International Economics, 31 mai 2019.

44. Peter Baker et Ana Swanson, « [Trump Authorizes Tariffs, Defying Allies at Home and Abroad](#) », *The New York Times*, 8 mars 2018.

45. Erica Moret, « Unilateral and Extraterritorial Sanctions in Crisis: Implications of Their Rising Use and Misuse in Contemporary World Politics », dans

Ce retour au réalisme se traduit déjà lors de la première administration Trump par une arsenalisation des outils économiques, à laquelle les États ne coopèrent que lorsqu'ils y trouvent un avantage immédiat. Le multilatéralisme commercial est alors perçu non comme un bien public, mais comme une contrainte imposée à la souveraineté nationale. Cette vision s'oppose frontalement à celle des institutions comme l'OMC, conçues pour neutraliser les rapports de force économiques.

La redéfinition des partenariats commerciaux

La posture américaine a profondément déstabilisé les partenaires économiques des États-Unis. Le Canada, historiquement l'un des alliés les plus proches, a été confronté à une hostilité inattendue : accusation de concurrence déloyale, menaces de sanctions, pressions sur le système laitier canadien⁴⁶. Frédéric Gagnon montre que cette logique de confrontation, même entre partenaires de longue date, s'inscrit dans une stratégie visant à démanteler les interdépendances jugées asymétriques⁴⁷.

Le Japon et l'Union européenne ont réagi en renforçant leurs accords commerciaux bilatéraux (Japon-UE, UE-Mercosur) pour contourner la paralysie de l'OMC. Toutefois, cette dynamique de contournement ne compense pas l'instabilité engendrée par la politique américaine. À terme, elle pourrait affaiblir la cohésion du système commercial mondial, au profit d'un retour à des blocs économiques rivaux⁴⁸.

La vision trumpienne du commerce repose sur l'idée que les règles peuvent – et doivent – être réécrites de façon unilatérale,

Charlotte Beaucillon, *Research Handbook on Unilateral and Extraterritorial Sanctions*, 2021, p. 19-36.

46. Ramlakhan Krystalle, « [Ontario Dairy Farmers Disappointed with New USMCA Trade Deal](#) », *CBCNews*, 1^{er} octobre 2018.

47. Frédéric Gagnon, « Breakpoint in Time: Donald Trump's Trade Policy Toward Canada », dans Maud Quessard, Frédéric Heurtebize, Frédéric Gagnon (dir.), *Alliances and Power Politics in the Trump Era*, op. cit., p. 239-254.

48. Congressional Research Service, « [NAFTA Renegotiation and the Proposed United States-Mexico-Canada Agreement \(USMCA\)](#) », 26 février 2019.

si elles ne servent plus les intérêts américains. Cette approche fragilise la légitimité des normes internationales et affaiblit la confiance des partenaires dans la durabilité des engagements contractuels. Le risque est celui d'une dissolution de l'ordre commercial mondial, remplacé par une série de rapports bilatéraux instables et concurrentiels.

*

La première présidence de Donald Trump a constitué un tournant majeur dans l'histoire de la politique étrangère américaine. Loin d'un simple accident conjoncturel, elle a révélé des dynamiques de fond : le repli sur la souveraineté nationale, la remise en question du multilatéralisme et l'adoption d'une approche transactionnelle des relations internationales. La doctrine *America First* n'a pas seulement modifié les outils de la puissance ; elle a aussi transformé les objectifs mêmes de la politique étrangère américaine.

L'analyse des quatre dimensions développées dans cette partie – l'ébranlement des alliances transatlantiques, le retrait pragmatique du Moyen-Orient et de l'Afrique, la résurgence de la compétition entre grandes puissances et l'arsenalisation de la politique commerciale – montre que les États-Unis ont partiellement abandonné leur rôle de leader hégémonique assumant la fourniture de biens publics mondiaux. Ils adoptent désormais un comportement plus sélectif, plus défensif mais aussi plus coercitif.

Si certains éléments relèvent d'un style personnel propre à Donald Trump, il serait erroné de considérer cette inflexion comme éphémère. De nombreux piliers de cette stratégie – rivalité avec la Chine, pressions sur les alliés, scepticisme vis-à-vis de l'OMC – ont été poursuivis sous l'administration Biden, bien qu'avec une rhétorique plus coopérative. Cette continuité souligne que la transition vers un monde multipolaire et incertain redéfinit les conditions de l'hégémonie américaine.

L'un des défis majeurs pour les alliés des États-Unis, notamment européens, est désormais d'adapter leur position stratégique à ce nouvel environnement. Cela implique de renforcer

leur autonomie stratégique, d'investir dans leurs capacités de défense et de construire une architecture de sécurité et de commerce plus résiliente. Il s'agit, en somme, de passer d'une logique de dépendance à une logique de partenariat renouvelé.

Ainsi la présidence Trump a-t-elle peut-être constitué un catalyseur : elle a accéléré la déconstruction de l'ordre post-1945, tout en préparant l'émergence d'un nouvel équilibre mondial. Ce dernier reste à construire, dans un monde où la stabilité ne sera plus garantie par une seule puissance, mais par une coopération exigeante entre des acteurs aux intérêts divergents.

Entre le premier et le second mandat, un glissement de paradigme s'opère, de la déstabilisation des alliances multilatérales (Trump 1.0) à la reconstitution d'un ordre post-libéral affirmé (Trump 2.0). Le tournant ne réside pas uniquement dans les choix politiques mais dans les instruments eux-mêmes, l'État fédéral devient narratif, algorithmique, mimétique.

L'abandon du *soft power* est le point de bascule. La fermeture de l'USAGM (Voice of America, RFE/RL, etc.) en mars 2025 symbolise cette rupture, les États-Unis ne cherchent plus à convaincre par des valeurs universelles mais à dominer par des récits civilisationnels.

La diplomatie n'est plus un outil de consensus mais un théâtre de conflictualité informationnelle, Elon Musk, Truth Social ou encore The Daily Wire deviennent des instruments de projection de l'État américain dans sa version illibérale. Les luttes informationnelles deviennent une architecture de pouvoir parallèle, transformant l'écosystème stratégique mondial.

II. LA PUISSANCE SANS PRINCIPE

Géopolitique du trumpisme et recomposition autoritaire de l'ordre mondial

La réélection de Donald Trump à la présidence des États-Unis en novembre 2024 a marqué un tournant décisif dans la trajectoire de la politique étrangère américaine. Loin de constituer un simple prolongement de son premier mandat (2017-2021), son retour au pouvoir entérine une transformation structurelle et idéologique que certains analystes qualifient de « trumpisme 2.0 ». L'administration Trump renoue avec une vision du monde transactionnelle, volontiers conflictuelle, où les alliances historiques sont reconsidérées à l'aune des intérêts économiques et idéologiques immédiats des États-Unis¹.

Loin d'un isolationnisme pur, la stratégie diplomatique de Trump 2.0 s'apparente à une posture offensive sélective, fondée sur une logique de puissance brute, d'influence culturelle et d'affirmation identitaire. Elle s'inscrit dans un contexte d'intensification des rivalités géopolitiques – avec la Chine, la Russie et, plus généralement, l'axe des puissances autoritaires – mais aussi dans une dynamique de fragmentation intérieure profonde. Les fractures sociales, idéologiques et culturelles au sein des États-Unis ne sont plus de simples lignes de clivage interne ; elles interfèrent plus que jamais avec la formulation et les choix des priorités internationales du pays.

Par ailleurs, la politique étrangère américaine ne se définit plus exclusivement dans les cercles étatiques traditionnels du « Washington blob ». Les think tanks de ce nouvel âge², les réseaux religieux, les médias d'opinion et les communautés numériques

1. Robert C. O'Brien, « [The Return of Peace Through Strength: Making the Case for Trump's Foreign Policy](#) », *Foreign Affairs*, juillet-août 2024.

2. Le Claremont Institute et l'Heritage Foundation (via le « Projet 2025 ») en particulier tentent de construire une légitimité idéologique du trumpisme 2.0. Elisabeth Zerofsky, « How the Claremont Institute Became a Nerve Center of the American Right », *The New York Times*, 2022.

y jouent un rôle de plus en plus déterminant. Ainsi, la montée des récits complotistes, les stratégies d'influence idéologique et les alliances transnationales entre droites conservatrices américaines et européennes redéfinissent la nature même du leadership américain. Cette situation donne lieu à une « reconfiguration idéologique » du pouvoir, dans laquelle les stratégies d'influence pèsent autant que les moyens militaires ou diplomatiques traditionnels¹.

Cette partie se propose d'analyser les principales lignes de tension qui caractérisent cette nouvelle phase de la puissance américaine. Elle s'articule autour de trois axes majeurs : 1) les reconfigurations doctrinales de la politique étrangère sous Trump 2.0, 2) les effets de la fragmentation intérieure sur la crédibilité stratégique des États-Unis, et 3) l'émergence de réseaux transnationaux de droite(s) radicale(s) favorisant un nouvel espace idéologique illibéral³.

À travers une analyse croisée de l'internalisation des enjeux internationaux (Ukraine, Gaza), des effets de la politisation de l'appareil d'État et de l'influence croissante des mouvements nationalistes et religieux, il s'agira d'évaluer la portée réelle de cette rupture stratégique. Cette lecture permettra d'interroger le rôle des États-Unis dans un ordre mondial en recomposition, où leur position dominante est de plus en plus contestée et redéfinie par de nouveaux équilibres de pouvoir et de représentations symboliques.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAINE SOUS TRUMP 2.0

Une posture offensive et idéologique

Le second mandat de Donald Trump ne signe pas seulement la continuité de la doctrine *America First* ; il en approfondit les soubassements idéologiques, opérant une inflexion majeure de la politique étrangère américaine vers une posture de confronta-

3. Julian G. Waller, « Illiberalism And », dans Marlène Laruelle (dir.), *The Oxford Handbook of Illiberalism*, Oxford University Press, 2024, p. 61.

tion sélective et de reconfiguration normative. Loin de se replier sur lui-même, l'État fédéral étend son influence en s'appuyant sur une logique binaire opposant le monde « libre et chrétien » à des entités perçues comme « décadentes », « athées », voire « socialistes ». Ce langage normatif, repris à la fois dans les discours officiels et dans les écosystèmes médiatiques conservateurs, traduit une diplomatie fondée sur des valeurs exclusives, bien éloignée du *soft power* libéral du siècle précédent.

L'idéologie devient ici une grille de lecture centrale des relations internationales. Dans cette optique, la diplomatie américaine se durcit non pas par stratégie réaliste classique, mais selon une rhétorique civilisationnelle qui articule lutte contre le progressisme, défense des racines chrétiennes et rejet des normes internationales perçues comme oppressives. Cette logique trouve un terrain d'expression privilégié au Moyen-Orient, où l'administration Trump renforce son soutien à Israël en mobilisant le registre eschatologique et prophétique du sionisme chrétien, un courant fondamentaliste influent aux États-Unis⁴. La reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël lors du premier mandat ou encore le soutien inconditionnel à l'annexion de certaines parties de la Cisjordanie s'inscrivent dans une lecture quasi religieuse des rapports internationaux.

Cette diplomatie idéologique est aussi tributaire de l'influence croissante de la droite chrétienne américaine sur les choix de politique étrangère de l'État fédéral. Les valeurs religieuses deviennent un levier structurant de l'action extérieure : les États-Unis ne défendent plus des intérêts universels mais une vision religieuse du monde, profondément antiséculariste⁵. La liberté religieuse, autrefois étendard du pluralisme américain,

4. Daniel Hummel, *Covenant Brothers: Evangelicals, Jews, and U.S. Foreign Policy*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2022.

5. Blandine Chelini-Pont et Laurent Tessier, « [Le sionisme chrétien, une influence majeure sur la nouvelle administration Trump](#) », *The Conversation*, 18 janvier 2025.

est reconfigurée pour exclure les approches inclusives et promouvoir une vision unilatérale du christianisme militant⁶.

Ce cadre idéologique va de pair avec une diplomatie agressive et sélective. Washington renforce ses liens avec les régimes autoritaires partageant des affinités idéologiques ou civilisationnelles, à l'instar de l'Inde de Modi, de l'Argentine de Milai ou du Brésil de Bolsonaro (lors de son premier mandat), tout en se montrant intransigeant avec les régimes ou organisations qui incarnent, selon cette lecture, les menaces internes à l'ordre moral occidental. Cette redéfinition des alliances marque un tournant dans l'usage des concepts de démocratie et de droits humains, devenus des instruments à géométrie variable.

En somme, Trump 2.0 redéfinit l'interventionnisme américain, moins fondé sur des impératifs stratégiques que sur des croisades idéologiques, souvent menées par des canaux alternatifs à la diplomatie classique, tels que les réseaux religieux, les think tanks partisans ou les relais médiatiques conservateurs⁷. Cette mutation du rôle des États-Unis dans le monde soulève une question cruciale : peut-on encore parler de leadership global lorsque la puissance diplomatique se fragmente au gré des convictions idéologiques et religieuses ?

Arsenalisation des outils économiques

Le second mandat de Donald Trump confirme par ailleurs une tendance amorcée dès 2017, la transformation des instruments économiques en leviers stratégiques, voire en armes diplomatiques. Cette militarisation des relations économiques traduit une redéfinition des modalités classiques du commerce international et de la coopération multilatérale. Dans cette configuration, le commerce, la technologie et même la monnaie deviennent des

6. Blandine Chelini-Pont, « Les ressources chrétiennes de l'illibéralisme américain », 20&21, *Revue d'Histoire*, 153, 2022.

7. Sarah Rodriguez-Louette, « À la conquête de la norme : réseaux et stratégies du nationalisme blanc », Thèse de doctorat sous la direction de Divina Frau-Meigh et Jim Cohen, Sorbonne Nouvelle, 2025.

outils de coercition alignés sur les priorités idéologiques et géopolitiques de la Maison-Blanche.

La politique économique et commerciale de Trump 2.0 repose sur une instrumentalisation systématique des sanctions commerciales, douanières et technologiques. À l'égard de la Chine notamment, les États-Unis ont adopté un découplage économique partiel (*partial decoupling*) qui cible spécifiquement les secteurs à haute valeur stratégique : les semi-conducteurs, la 5G, les batteries et les chaînes logistiques critiques⁸. L'objectif est clair, affaiblir durablement la montée en puissance technologique de Pékin et préserver l'hégémonie américaine dans les domaines clés de la compétition économique mondiale⁹.

Ce recours accru aux sanctions s'accompagne d'un discours protectionniste renouvelé, souvent justifié au nom de la « sécurité nationale ». La logique du libre-échange est ainsi supplantée par une vision défensive du commerce mondial, où les relations bilatérales sont réévaluées en fonction de leur alignement avec les intérêts américains. Cette approche ne se limite pas aux adversaires géopolitiques ; elle affecte aussi les alliés traditionnels. Par exemple, l'Union européenne et le Canada ont été ciblés par des droits de douane sur l'acier et l'aluminium, malgré leur appartenance à l'OTAN. De plus, des entreprises européennes comme Airbus, Nokia ou ASML sont soumises à des pressions indirectes via les embargos contre la Chine¹⁰.

Cette « interdépendance arsenalisée » (*weaponized interdependence*), théorisée par Farrell et Newman¹¹, repose sur l'exploitation des positions dominantes des États-Unis dans les infrastructures critiques de l'économie mondiale (dollar, Swift, infrastructures

8. Jon Bateman, « [U.S.-China Technological 'Decoupling': A Strategy And Policy Framework](#) », Carnegie Report, avril 2022.

9. Elizabeth Economy, « [China's Alternative Order: And What America Should Learn From It](#) », *Foreign Affairs*, mai-juin 2024.

10. Quinn Slobodian, *Crack-Up Capitalism: Market Radicals and the Dream of a World Without Democracy*, New York, Metropolitan Books, 2023.

11. Henry Farrell et Abraham L. Newman, « [Weaponized Interdependence: How Global Economic Networks Shape State Coercion](#) », *International Security*, 44 (1), 2019, p. 42-79.

de données). Washington est ainsi capable de dissuader ou de punir ses partenaires sans recourir à la force militaire, en jouant sur leur dépendance technologique ou financière. Le cas des sanctions contre Huawei ou l'exclusion des puces taïwanaises à destination de la Chine illustre parfaitement cette capacité coercitive.

Néanmoins cette militarisation du commerce ne va pas sans tensions internes. Le patronat américain, en particulier les grandes entreprises technologiques et industrielles de la *Big Tech*, exprime régulièrement ses réticences face à cette instabilité commerciale croissante. Des lobbys des secteurs automobile, agricole et numérique ont dénoncé le coût élevé des guerres tarifaires, non seulement pour leurs profits, mais aussi pour l'emploi et les consommateurs américains¹². Toutefois, ces critiques pèsent peu face à l'alignement idéologique entre la Maison-Blanche, une partie du Congrès républicain et des think tanks nationalistes qui promeuvent une économie de la souveraineté¹³.

Enfin, cette politique économique agressive s'inscrit dans une volonté de redéfinir les règles du jeu mondial. En contournant ou en paralysant les mécanismes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les États-Unis affirment leur désengagement des structures multilatérales au profit d'accords bilatéraux fondés sur le rapport de force. Cela produit un système international instable, dans lequel les alliances deviennent volatiles et les normes internationales sont de plus en plus contestées.

En somme, Trump 2.0 n'utilise plus l'économie comme vecteur d'intégration mondiale mais comme outil de confrontation qui détermine les nouveaux rapports de force. Cette approche accélère la fragmentation de l'ordre économique international, tout en affaiblissant les mécanismes de coopération collective issus de l'après-guerre.

12. Nima Taheri Hosseinkhani, « [Comprehensive Analysis of Tariff Effects on the United States Economy](#) » [en ligne], 2025, p. 42.

13. Voir la feuille de route programmatique réalisée par les soutiens MAGA de Donald Trump au sein du think tank conservateur Heritage Foundation intitulé « [Projet 2025](#) », <https://whatisproject2025.net/project-2025-mandate-for-leadership-pdf/>

Dé-dollarisation¹⁴, instabilité financière et perte d'hégémonie ?

Après les droits de douane présentés comme un instrument quasi messianique du retour à l'indépendance et à la puissance (lors du *Liberation Day*)¹⁵, les conseillers économiques¹⁶ du président Trump semblent déterminés à utiliser le dollar et les instruments économiques comme des leviers de pouvoir géopolitique¹⁷.

L'administration Trump, à travers les décisions de ses conseillers économiques et ses propres déclarations, semble résolue à utiliser les instruments monétaires et économiques comme des armes stratégiques, dans le but de renforcer l'économie américaine tout en exerçant une pression sur ses adversaires et partenaires. Cette approche se manifeste à travers plusieurs mesures

14. Tahir Abbas *et al.*, « De-dollarization of the Global Economy: Implications for US Hegemony », *Qlantic Journal of Social Sciences*, 6 (1), 2025, p. 32-40.

15. Annie Lowrey, « [The Cost of Chaos](#) », *The Atlantic*, 9 avril 2025.

16. Parmi les architectes intellectuels de la nouvelle doctrine économique trumpienne figure en premier lieu Stephen Miran, ancien haut fonctionnaire du Trésor et désormais l'un des principaux artisans de la réorientation stratégique du dollar. Défenseur d'une politique interventionniste, il milite pour une gestion étatique des flux financiers mondiaux afin de renforcer la compétitivité américaine. À ses côtés, Robert Lighthizer, ancien Représentant au commerce (USTR), poursuit son combat en faveur d'un protectionnisme structurant, voyant dans la guerre commerciale un outil légitime de souveraineté stratégique. Peter Navarro, longtemps marginalisé après 2021, reste influent dans les cercles trumpistes, défendant une réindustrialisation autoritaire et la relocalisation forcée des chaînes de valeur. Larry Kudlow, ancien directeur du Conseil économique national, bien que plus libéral dans son approche fiscale, soutient la réactivation d'un arsenal économique contre les puissances concurrentes via les droits de douane et la dérégulation. Enfin, Kevin Hassett, spécialiste de l'économie de l'offre, apporte une expertise technique dans l'élaboration d'un cadre favorable aux capitaux américains, tout en adhérant à une vision hiérarchique des rapports économiques internationaux. Ensemble, ces figures forment le socle doctrinal d'une stratégie où la monnaie, la dette et le commerce deviennent des instruments pleinement assumés de puissance et de pression géopolitique. Voir notamment Institute of Public Service, « [Understanding Trump's Trade Policies: A Conversation with Bob Lighthizer](#) », George Washington University, 28 avril 2025.

17. Henry Farrell et Abraham L. Newman, « Weaponized Interdependence », *op. cit.*

et orientations, qui comportent des risques à la fois pour les États-Unis et pour l'ordre économique mondial.

La manipulation du dollar : un double discours aux conséquences incertaines

L'administration Trump oscille entre deux objectifs contradictoires, vouloir un dollar faible pour rendre les exportations américaines plus compétitives, tout en nécessitant un dollar fort pour maintenir l'attractivité des actifs américains et financer le déficit public. Pour résoudre cette contradiction, l'économiste Stephen Miran, conseiller clé de Trump, propose une stratégie interventionniste qui forcerait les détenteurs étrangers de dollars à les investir en bons du Trésor américain, ce qui reviendrait à manipuler directement la valeur du billet vert.

Cette approche remet en cause le libre marché des changes et pourrait entraîner des représailles économiques de la part des autres grandes puissances, notamment la Chine et l'Union européenne. En outre, l'idée de contraindre les partenaires commerciaux à investir dans la dette américaine, tout en menaçant de sanctions ou de taxes, s'inscrit dans une logique de coercition économique, qui pourrait fragiliser la confiance dans le dollar comme monnaie de réserve internationale¹⁸.

Face aux turbulences économiques créées par la politique trumpiste, la situation de la Réserve fédérale est inconfortable. Alors que Trump exige une baisse des taux d'intérêt pour stimuler la croissance, la Fed doit jongler entre les impératifs de lutte contre l'inflation et la nécessité d'éviter un ralentissement économique trop brutal. Les politiques protectionnistes, notamment les droits de douane massifs imposés à plusieurs partenaires commerciaux, créent un climat d'incertitude qui complique les prévisions économiques et déstabilise les marchés financiers. De plus, la pression exercée par la Maison-Blanche sur la Fed et

18. Pour suivre l'évolution de ces nouvelles guerres commerciales et leurs conséquences, voir entre autres, Chad P. Bown, « [Trump's Trade War Timeline: An Up-To-Date Guide](#) », Peterson Institute for International Economics, dernière consultation le 30 juillet 2025.

d'autres institutions indépendantes menace l'équilibre des pouvoirs économiques aux États-Unis et risque d'éroder la crédibilité des politiques monétaires américaines.

Le mythe du « fardeau » du dollar : une stratégie risquée pour l'avenir économique des États-Unis

La thèse avancée par Stephen Miran¹⁹ et l'administration Trump selon laquelle le statut de monnaie de réserve du dollar désavantage les États-Unis est remise en question. Selon cette thèse, la forte demande mondiale pour les actifs en dollars maintient artificiellement sa valeur à un niveau trop élevé, rendant les exportations américaines moins compétitives.

Toutefois, comme le souligne l'ancien économiste en chef du FMI, Raghuram Rajan, cette vision ignore les avantages considérables qu'offre le statut de monnaie de réserve, notamment la capacité des États-Unis à financer leur déficit à moindre coût²⁰. En cherchant à réduire cette dépendance étrangère, Trump et ses conseillers pourraient provoquer une perte de confiance dans le dollar et accélérer l'émergence d'alternatives, notamment au sein des BRICS, qui cherchent déjà à développer des mécanismes de paiement en dehors du système financier dominé par les États-Unis²¹.

L'arsenalisation des instruments économiques et monétaires sous Trump présente plusieurs risques majeurs. En imposant des contraintes artificielles sur les investissements en dollars et en menaçant d'interventions monétaires, l'administration Trump pourrait créer des turbulences sur les marchés financiers, qui réagiraient en retirant leur confiance dans les actifs américains.

La pression sur la Fed dirigée par Jay Powell et d'autres institutions économiques affaiblit leur crédibilité et leur indépendance, créant un précédent dangereux où la politique monétaire

19. Stephen Miran, « [A User's Guide to Restructuring the Global Trading System](#) », Hudson Bay Capital, novembre 2024.

20. Raghuram Rajan, « [Trumponomics' Exorbitant Burden](#) », *Project Syndicate*, 11 mars 2025.

21. Muhammad Umama Shah *et al.*, « Understanding the Decline of the US Dollar: Key Factors and Implications », *Journal of Social & Organizational Matters*, 3 (2), 2024, p. 234-250.

est dictée par des intérêts politiques à court terme plutôt que par des considérations économiques objectives²².

Les stratégies coercitives visant à forcer les partenaires commerciaux à acheter des bons du Trésor ou à se conformer aux exigences américaines risquent de provoquer des mesures de rétorsion. La Chine, l'Europe ou encore les pays émergents pourraient accélérer la dédollarisation et promouvoir d'autres monnaies comme alternatives au dollar²³.

La volonté de manipuler le dollar tout en imposant des droits de douane massifs crée une instabilité qui se traduit par des hausses de prix pour les consommateurs américains et une réduction du pouvoir d'achat, risquant d'alimenter un cercle vicieux inflationniste.

Aussi cette stratégie assumée d'arsenalisation de l'ensemble des instruments économiques comme des leviers de pouvoir géopolitique est à double tranchant²⁴. Si cette stratégie peut, à court terme, offrir certains avantages compétitifs aux États-Unis, elle comporte des risques considérables à long terme, comme la perte de confiance dans le dollar, les tensions accrues avec les partenaires commerciaux et surtout l'instabilité financière. La volonté de l'administration de s'affranchir des règles traditionnelles du marché international pourrait provoquer un retour de bâton, menaçant la position économique dominante des États-Unis et favorisant l'émergence d'un nouvel ordre monétaire multipolaire.

Cette logique d'arsenalisation économique s'inscrit dans une dynamique plus vaste où tous les vecteurs d'influence – financiers, normatifs, culturels et symboliques – sont intégrés dans une stratégie globale de puissance. Ce recours élargi à des ins-

22. Claire Jones, Myles McCormick, Kate Duguid, George Steer, « [Jay Powell Strikes Hawkish Tone as Federal Reserve Defies Donald Trump's Calls for Rate Cut](#) », *Financial Times*, 31 juillet 2025.

23. Efe Can Gürcan, « The Multipolar Challenge: Implications for Dollar Dominance and the Shifting Tides of US Hegemony », *Belt & Road Initiative Quarterly*, 2024.

24. Brett Samuel, « [Trump Announces New 'Reciprocal' Tariff Rates](#) », *The Hill*, 31 juillet 2025.

truments non conventionnels traduit une volonté de remodeler l'ordre international selon des lignes de fracture identitaires et civilisationnelles. Ainsi, à côté de la manipulation des leviers économiques, l'administration Trump 2.0 investit massivement un autre champ d'action : la religion. La diplomatie n'est plus seulement un outil d'influence économique ou militaire, elle devient un théâtre sacralisé, où s'affirme une vision du monde fondée sur la suprématie morale du christianisme évangélique américain. Dans cette nouvelle configuration, la politique étrangère se pense comme croisade idéologique autant que comme stratégie d'État, prolongeant les tensions géoéconomiques par une conflictualité à forte charge théologique.

La diplomatie religieuse et la droite chrétienne

Sous la présidence Trump 2.0, la dimension religieuse de la politique étrangère américaine s'affirme comme un levier central de réaffirmation identitaire et de projection idéologique. Ce phénomène n'est pas nouveau mais il prend désormais une ampleur systémique, transformant la diplomatie en vecteur de guerre culturelle à l'échelle internationale. Le socle théologique, doctrinal et symbolique de la droite chrétienne américaine devient ainsi un répertoire stratégique à part entière dans les relations internationales.

« *God Made Trump* » : l'ascension prophétique d'un président-messie

Avec Donald Trump, la diplomatie publique américaine connaît une rupture majeure. Plus qu'un changement de style, c'est une redéfinition idéologique ; la parole présidentielle ne cherche plus à convaincre le monde d'un modèle universel libéral, mais à proclamer l'existence d'une civilisation judéo-chrétienne menacée, à défendre avec ferveur.

Trump se présente lui-même comme le « justicier du peuple²⁵ », investi d'une mission sacrée pour restaurer l'ordre

25. Voir la campagne de propagande « [God Made Trump](#) ».

moral divin. Cette mythologie est alimentée par un langage symbolique puissant : vidéos religieuses virales (comme *God Made Trump*), imagerie sacrée (Trump auréolé, main sur la Bible), slogans messianiques (« Je suis votre rétribution ») ou encore un projet visionnaire de défense, le « Dôme d'or », présenté comme l'héritier technologique de la « guerre des étoiles » reaganienne, destiné à protéger l'Amérique comme un bouclier divin.

L'articulation entre fondamentalisme chrétien et politique étrangère repose sur plusieurs dynamiques. Tout d'abord, la désignation des valeurs chrétiennes comme fondement moral de la civilisation occidentale permet de justifier une politique extérieure sélective, dirigée contre les États considérés comme hostiles à ces valeurs (la Chine athée, l'Iran chiite ou même certains pays européens). Cette posture donne lieu à une diplomatie de l'affrontement moral, où les droits des chrétiens deviennent un indicateur d'alignement idéologique²⁶.

L'administration Trump mobilise à cet effet un discours global sur la « liberté religieuse », qui devient un instrument de pression diplomatique. Toutefois, cette liberté est entendue de manière restrictive : elle privilégie la défense de groupes chrétiens (souvent évangéliques), au détriment d'une approche pluraliste ou multiconfessionnelle. Cela se traduit par des politiques visant à défendre les chrétiens d'Orient ou à soutenir les régimes prônant des valeurs conservatrices. Par exemple, le soutien à Viktor Orbán en Hongrie repose autant sur des intérêts que sur une affinité idéologique fondée sur la défense des racines chrétiennes de l'Europe²⁷.

La deuxième présidence Trump est marquée par une politisation inédite de la foi chrétienne dans la conduite des affaires extérieures. L'administration reflète la domination de trois courants : les catholiques antilibéraux (J.D. Vance, Marco Rubio), les évangéliques fondamentalistes (Paula White, Pete Hegseth)

26. Daniel Hummel, *Covenant Brothers: Evangelicals, Jews, and U.S. Foreign Policy*, op. cit.

27. Elisabeth Zerofsky, « [How the American Right Fell in Love With Hungary](#) », *The New York Times*, 19 octobre 2021.

et les sionistes chrétiens (Mike Huckabee, Mike Johnson), tous unis dans une vision civilisationnelle. Ils sont tous proches du mouvement idéologique ethno-identitaire des Nat-Cons²⁸ qui a soutenu le candidat Trump comme l'homme providentiel.

Cette diplomatie religieuse est également nourrie par une théologie de l'histoire largement diffusée dans les milieux évangéliques américains (par le courant du *dominionism* et les Églises pentecôtistes²⁹). Elle conçoit le retour du Christ comme précédé par la restauration d'un ordre moral fondé sur la loi divine, y compris dans la sphère publique et internationale. Ce cadre eschatologique influence directement certaines décisions de politique étrangère. Le déplacement de l'ambassade américaine à Jérusalem en 2018, ou encore le soutien accru à la politique sécuritaire d'Israël sous Trump 2.0, s'inscrivent dans cette logique de réalisation prophétique³⁰.

28. Le fondateur de la *National Conservatism Conference* (NatConf) est Yoram Hazony, un intellectuel israélo-américain, à la fois directeur du Herzl Institute de Jérusalem et de l'Edmund Burke Foundation (catholique conservatrice). Hazony a publié deux best-sellers, *The Virtue of Nationalism* (2017) et *Conservatism: A Rediscovery* (2022). À la première NatConf à Washington, le milliardaire P. Thiel a prononcé le discours inaugural. J.D. Vance était présent tout comme Michael Anton et Patrick Deneen. Les NatConfs ont ensuite été tenues à Rome (en présence de Victor Orban et Marion Maréchal), Orlando (en présence de Marco Rubio et Rob Dreher), Londres (en présence de Kevin Roberts et J.D. Vance encore), Bruxelles (en présence de Nigel Farage, Eric Zemmour). L'édition 2024 a été portée à Washington et J.D. Vance en a été la figure de proue. Ces manifestations témoignent d'un agenda pour l'international en construction. Les conférences 2024 et 2025 organisées à Washington ont illustré cette internationalisation du mouvement. Voir notamment Maya Kandel, *Une première histoire du trumpisme*, Gallimard, 2025 et Blandine Chelini-Pont, « From National Populism to Post-Liberalism: When the American Catholic Right Justifies the End of Liberal Democracy », *Catholics and US Politics After the 2024 Elections*, Cham, Palgrave Macmillan, 2025, p. 47-66.

29. Roger Robins, « The Political Turn in American Pentecostalism: Prophets, Healers, Businessmen, and the Lure of Christian America », *International Journal for the Study of the Christian Church*, 23, 2023, p. 407-430.

30. Philip Gorski et Samuel Perry, *The Flag and the Cross: White Christian Nationalism and the Threat to American Democracy*, Oxford, Oxford University Press, 2022.

Cette logique discursive est soutenue par une narration politique intermestique ponctuée d'allusions théologiques. Par exemple, d'une part, à l'arrêt des hostilités ouvertes entre Israël et l'Iran, Trump prétend avoir mis fin à la « guerre des 12 jours », cette numérologie fait référence aux 12 tribus d'Israël ou aux 12 apôtres de la tradition judéo-chrétienne. D'autre part, dans une logique protectionniste, le « dôme d'or » évoque implicitement la voûte céleste et donc la protection, selon la dichotomie de saint Thomas d'Aquin, d'une cité des Hommes purs et religieusement vertueux alors protégés d'un monde païen.

Le département d'État, sous l'influence de figures comme Mike Pompeo ou Samuel Brownback, ancien ambassadeur itinérant pour la liberté religieuse internationale, a activement promu cette ligne diplomatique au sein d'instances internationales, notamment en critiquant la Déclaration de Genève sur les droits de l'homme³¹. Ces individus rejettent les droits sexuels et reproductifs au nom des « valeurs traditionnelles » et ont promu dès 2020 leur propre vision des « droits inaliénables » sous la forme d'un rapport promulgué par le département d'État³². Loin d'être marginale, cette approche redéfinit la manière dont les États-Unis conçoivent la gouvernance globale des droits humains³³.

Enfin, cette diplomatie religieuse s'inscrit dans un écosystème transnational. Des réseaux évangéliques américains collaborent avec des mouvements chrétiens conservateurs en Europe, en Afrique ou en Amérique latine, exportant les « guerres culturelles » au-delà des frontières. Cette logique de diffusion idéologique s'appuie sur des structures médiatiques, des financements

31. J. Borger, « [US Signs Anti-Abortion Declaration Group of Largely Authoritarian Governments](#) », *The Guardian*, 22 octobre 2020. Voir le document programmatique sur les valeurs chrétiennes, Heritage Foundation, « [Project 2025](#) ».

32. Département d'État, « [Report of the Commission on Unaliable Rights](#) », 20 août 2020. Voir également le document programmatique sur les valeurs chrétiennes, Heritage Foundation, « [Project 2025](#) » qui s'en fait l'écho.

33. Blandine Chelini-Pont, « Le populisme chrétien, un phénomène transatlantique ? », *Esprit*, 1, 2022, p. 179-189 ; Blandine Chelini-Pont, « From National Populism to Post-Liberalism », *op. cit.*

privés et des relais diplomatiques qui composent une « internationale conservatrice » opérant parallèlement aux institutions traditionnelles³⁴.

De même, sous la présidence Trump 2.0, la dimension religieuse de la politique étrangère américaine ne relève plus du symbole. Elle devient un levier idéologique et un vecteur d'affrontement civilisationnel³⁵. Cette orientation s'inscrit dans une dynamique de redéfinition du rôle international des États-Unis, fortement influencée par la droite chrétienne (évangéliques, catholiques intégralistes et sionistes chrétiens) qui joue désormais un rôle structurant dans l'élaboration de la politique étrangère³⁶.

La justification théologique de cette diplomatie s'appuie sur l'idée du mandat divin de l'Amérique comme nation élue, combinée à une lecture autoritaire de la démocratie. Cette vision transforme la politique étrangère en exportant les guerres culturelles intérieures³⁷.

34. Marie Gayte, « La religion, nouvelle inconnue de l'équation électorale aux États-Unis ? », *Politique américaine*, 42, 2024, p. 87-122.

35. Voir George Marsden, *Fundamentalism and American Culture*, Oxford, Oxford University Press, 2022 [2006]. Longtemps considéré comme un classique de l'histoire religieuse cet ouvrage retrace l'histoire complète de l'origine et de l'évolution de l'un des mouvements religieux les plus influents des États-Unis. Au XXI^e siècle, les évangéliques blancs, conservateurs et militants, sont devenus plus visibles que jamais dans la vie américaine. L'ouvrage de Marsden, qui prolonge désormais cette histoire jusqu'à la fin de l'administration Trump, demeure le point de départ essentiel pour comprendre dans quelle mesure ce militantisme a été façonné par l'héritage fondamentaliste du XX^e siècle. Pour Marsden, les fondamentalistes sont, au sens large, des évangéliques conservateurs prêts à prendre position et à se battre. Toutefois leur militantisme doit être compris à la lumière de certains aspects spécifiques de leur héritage. Au XXI^e siècle, le zèle fondamentaliste militant pour préserver la pureté doctrinale et morale biblique dans les églises demeure fort, mais il est souvent éclipsé par des tendances plus populaires de nationalisme chrétien et de partisanerie politique. Philip Gorski, « Religious Nationalism and Right Wing Populism: Trumpism and Beyond », *Contending Modernities*, 6 août 2018.

36. Marie Gayte, Blandine Chelini-Pont et Mark J. Rozell (dir.), *Catholics and US Politics After the 2024 Elections: Trump Captures the Swing Vote*, Springer Nature, 2025.

37. Jeffrey Haynes, « Donald Trump, the Christian Right and the Foreign Policy of the US Administration », *International Politics*, 56 (1), 2019, p. 1-18.

Liberté religieuse ou instrument de puissance ?

Le mot d'ordre de « liberté religieuse », historiquement inscrit dans la loi IRFA (*International Religious Freedom Act*) de 1998³⁸, devient sous Trump un outil diplomatique à géométrie variable. Loin d'une défense universelle de la liberté de croyance, elle cible les chrétiens perçus comme persécutés (en Chine, en Iran ou en Europe sécularisée) et délaisse les minorités non chrétiennes. Cette rhétorique s'accompagne d'une dénonciation des « dérives liberticides » de l'Occident post-chrétien³⁹. Le discours du vice-président J.D. Vance à Munich en 2025, fustigeant la « christianophobie européenne », en est emblématique⁴⁰.

Le renforcement de la diplomatie religieuse s'adosse à un réseau transnational structuré : think tanks, fondations chrétiennes conservatrices et relais médiatiques collaborent à la constitution d'une « internationale chrétienne ». Des acteurs comme l'Alliance Defending Freedom ou Ordo Iuris exportent aux quatre coins du monde un modèle de gouvernance inspiré par le conservatisme

38. La loi IRFA sur la liberté religieuse de 1998 a été promulguée pour élever la liberté de religion au rang de priorité de la politique étrangère américaine. L'IRFA stipule que la politique américaine inclut la condamnation des violations de la liberté de religion et l'aide aux autres gouvernements pour promouvoir ce droit. L'IRFA a créé une série d'outils gouvernementaux pour mettre en œuvre cette politique. L'IRFA est axé sur la promotion de la liberté de religion telle que reconnue par le droit international. Cela signifie le droit de croire ou de ne pas croire selon sa conscience, et de vivre ses convictions ouvertement, pacifiquement et sans crainte. Les instruments internationaux mentionnés dans l'IRFA qui consacrent ce droit fondamental comprennent la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, les accords d'Helsinki et la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction. Voir <https://www.uscifr.gov/>.

39. Elizabeth Shakman Hurd, *Beyond Religious Freedom: The New Global Politics of Religion*, Princeton University Press, 2015.

40. Munich Security Conference 2025, « [Speech by JD Vance and Selected Reactions](#) », *Selected Speeches held at the Munich Security Conference*, Benedikt Franke, vol. 2, avril 2025.

chrétien américain, participant à une reconfiguration illibérale du droit international des droits humains⁴¹.

Israël, territoire sacré et bastion divin : la diplomatie prophétique

La politique étrangère envers Israël – le soutien accru à la politique sécuritaire de Netanyahu – est justifiée par une théologie évangélique selon laquelle le soutien à Israël précède le retour du Christ⁴². Cette lecture apocalyptique des relations internationales influence directement les décisions politiques⁴³.

La relation israélo-américaine, déjà renforcée sous Trump 1.0, atteint sous Trump 2.0 une intensité religieuse inédite⁴⁴. Porté par les sionistes chrétiens, l'appui à Israël devient inconditionnel. La guerre de Gaza est qualifiée de « riposte divine », les Palestiniens assimilés à une population « terroriste » et Gaza vouée à être « transformée en Riviera » après déplacement de ses habitants⁴⁵.

La diplomatie américaine reprend à son compte la vision sioniste religieuse d'un Israël indivisible, allant jusqu'à justifier l'occupation (Cisjordanie, Gaza) au nom de la sécurité et de la prophétie⁴⁶. Le soutien à Israël devient l'expression d'un axe spirituel : Dieu protège Israël, l'Amérique est son alliée éternelle, l'Iran est le mal incarné (justifiant l'opération *Rising Lion*).

41. Clyde Wilcox et Carin Robinson, *Onward Christian Soldiers? The Religious Right in American Politics*, Routledge, 2010 ; Anna Grzymala-Busse, « Why Religious Nationalism Is So Powerful », *Annual Review of Political Science*, 22, 2019, p. 421-442.

42. Yaakov S. Ariel, *An Unusual Relationship: Evangelical Christians and Jews*, New York University Press, 2013.

43. Jon Bialecki, *A Diagram for Fire: Miracles and Variation in an American Charismatic Movement*, University of California Press, 2017.

44. La conjoncture du rapprochement est à trouver – outre les liens personnels tissés par B. Netanyahu avec D. Trump et l'efficacité de leurs ambassadeurs et émissaires respectifs – dans la similitude idéologique du *national conservatism* américain avec son équivalent israélien. Voir sa conférence au Benson Center for the Study of Western Civilization de l'Université du Colorado, printemps 2024, « In Defense of Israeli Nationalism ».

45. Mark Tessier, Blandine Chelini, « Le sionisme chrétien, une influence majeure sur la nouvelle administration Trump », *The Conversation*, 18 janvier 2025.

46. David G. Hummel, *Covenant Brothers: Evangelicals, Jews and US-Israeli Relations*, University of Pennsylvania Press, 2019.

Le soft power religieux : une nouvelle diplomatie de croisade

La diplomatie publique trumpienne s'appuie donc sur une triple stratégie proche de celle adoptée au cours de la campagne présidentielle de 2024. Il s'agit tout d'abord de spiritualiser le message politique, l'Amérique est une nation élue et son combat est sacré. Ensuite l'approche MAGA consiste à mobiliser les Églises et les électeurs religieux, en privilégiant l'enrôlement des institutions et une rhétorique de protection. Enfin, pour les publics internationaux le trumpisme s'attache à propager une vision du monde binaire, qui oppose la civilisation chrétienne à une « menace islamo-gauchiste » et la démocratie illibérale à l'empire libéral. Cette rhétorique a été particulièrement bien illustrée par le vice-président J.D. Vance lors de son discours très remarqué à la conférence sur la sécurité de Munich en février 2025 (celui-ci reprenait sa rhétorique de campagne et celle propagée par les milieux chrétiens conservateurs proches du président de la Chambre des représentants, le trumpiste Mike Johnson)⁴⁷.

Le Projet Esther (*Esther Project*), qui amalgame antisionisme et antisémitisme, criminalise les voix critiques, dans les universités, les médias, les ONG, toute critique d'Israël peut être perçue comme une menace à éliminer. La diplomatie américaine devient donc un appareil de purification idéologique, justifié par une théologie politique offensive.

Un tournant théopolitique

Ce moment diplomatique ne représente pas une simple instrumentalisation électoraliste du religieux mais une véritable théologie du pouvoir. Cette dernière légitime des formes d'autoritarisme moral et de rejet du pluralisme démocratique, en inscrivant la politique étrangère américaine dans une logique de défense civilisationnelle fondée sur la foi⁴⁸.

47. Munich Security Conference 2025, « [Speech by JD Vance and Selected Reactions](#) », *op. cit.*

48. Maggie Haberman, *Confidence Man: The Making of Donald Trump and the Breaking of America*, Penguin, 2022.

En résumé, la diplomatie religieuse sous Trump 2.0 ne relève pas seulement du symbolique. Elle constitue un axe structurant de la politique étrangère américaine, qui tend à substituer l'universalité des droits humains à une défense particulariste des valeurs chrétiennes, transformant ainsi les relations internationales en terrain de conflit théologico-politique.

Ce tournant théopolitique dans la politique étrangère américaine ne se déploie pas en vase clos. Il s'inscrit dans un élargissement plus vaste du registre de conflictualité, où les représentations culturelles et les récits identitaires deviennent des vecteurs primaires de puissance. Ainsi les instruments religieux mobilisés dans l'arène diplomatique trouvent-ils leur prolongement logique dans la réinvention d'un appareil informationnel au service d'une hégémonie civilisationnelle. Loin de dissocier diplomatie spirituelle et stratégies numériques, l'administration Trump 2.0 tend à fusionner les deux au sein d'un même imaginaire de puissance. Cette continuité doctrinale entre croisade morale et guerre narrative contribue à faire de l'espace informationnel un théâtre de confrontation idéologique – non seulement avec des adversaires extérieurs, mais aussi au cœur du tissu démocratique américain lui-même. C'est dans cette dynamique que s'inscrit l'émergence de nouveaux acteurs américains des luttes informationnelles, signalant un affaissement programmé du *soft power* tel qu'il a été conçu au lendemain de la guerre froide.

LES NOUVEAUX ACTEURS AMÉRICAINS DES LUTTES**INFORMATIONNELLES : VERS LA FIN DU SOFT POWER AMÉRICAIN ?**

La préparation du retour de Donald Trump à la Maison-Blanche entre 2021 et 2025 a intensifié les recompositions de l'architecture informationnelle des États-Unis⁴⁹. Sous la bannière d'un nationalisme idéologique et civilisationnel, les luttes informationnelles sont devenues un pilier stratégique de l'action gouvernementale,

49. Maud Quessard, « La démocratie américaine assiégée », *Annuaire français de relations internationales*, Paris, Éditions Panthéon-Assas, 2024, p. 353-375.

mobilisant une myriade d'acteurs, étatiques comme non étatiques, alignés autour de nouvelles matrices idéologiques. Ce second mandat consacre un basculement, l'espace informationnel n'est plus seulement une arène de conflictualité exogène, mais un vecteur de transformation endogène de l'ordre démocratique libéral américain.

Depuis la campagne pour sa réélection en novembre 2024, Donald Trump a approfondi la transformation de l'écosystème informationnel américain. La guerre informationnelle n'est plus seulement une réponse défensive aux ingérences étrangères, elle est désormais un mode opératoire du pouvoir fédéral lui-même. Sous Trump 2.0, la diplomatie publique s'est métamorphosée en instrument de *sharp power*⁵⁰, délestée de ses principes libéraux pour devenir un vecteur d'influence domestique et civilisationnelle.

Une présidence informationnelle : du récit stratégique à la guerre culturelle

La seconde présidence de Donald Trump représente une rupture paradigmatique dans l'histoire contemporaine des démocraties libérales. Si l'on a souvent dénoncé la diffusion de désinformation ou de fake news comme symptôme d'un malaise démocratique, l'ère Trump 2.0 consacre un pas supplémentaire : la gouvernance par l'information devient une stratégie structurante de l'État fédéral. Dans ce système, le récit n'est plus accessible mais central, la vérité n'est plus objective mais située, et l'adhésion politique se mesure moins à l'argument qu'à l'appartenance.

Cette évolution doit être lue à l'aune des travaux de Joseph Nye, qui définissait le *soft power* comme « la capacité d'obtenir ce que l'on veut par l'attraction plutôt que la coercition ou le paiement⁵¹ ». Dans ce modèle, les valeurs, la culture et la légitimité

50. Joseph Nye, « Soft Power: The Evolution of a Concept », *Essays on Evolutions in the Study of Political Power*, Routledge, 2021, p. 196-208.

51. Joseph Nye, « Public Diplomacy and Soft Power », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 616 (1), 2008, p. 94-109.

morale jouaient un rôle central dans le rayonnement américain. Or Trump 2.0 dévie cette logique en la déformant, l'information ne vise plus à séduire ou convaincre, mais à polariser, mobiliser ou délégitimer l'adversaire.

C'est dans ce cadre que l'on assiste à un glissement du *soft power* vers ce que Christopher Walker et Jessica Ludwig nomment le *sharp power* : un pouvoir informationnel « acéré », souvent manipulateur et coercitif, qui mine les institutions et affaiblit les contre-pouvoirs⁵². Ce *sharp power* n'est pas tant destiné à promouvoir une image positive des États-Unis qu'à protéger un imaginaire civilisationnel fermé, celui d'une Amérique blanche, chrétienne, patriote et assiégée.

Cette dynamique est très clairement identifiée dans le second mandat Trump, où l'information est pensée comme un instrument de souveraineté, de conquête et d'exclusion. La vérité n'est plus ce que démontrent les faits mais ce que proclame la loyauté. Dès lors, l'État ne gouverne plus par les lois mais par les récits.

Dans ce contexte, les agences d'intelligence artificielle, les plateformes numériques, les think tanks et les influenceurs deviennent des vecteurs de gouvernance narrativisée. La frontière entre espace intérieur et projection extérieure s'estompe : les campagnes électorales, les débats sociaux, les conflits internationaux sont traités sur le même plan, à travers la production stratégique d'images, de mythes et d'indignations.

On comprend ainsi que le « trumpisme 2.0 » soit avant tout une technologie de mobilisation affective, fondée sur la paranoïa, la victimisation et l'espoir messianique. Ce tournant s'ancre dans une vision très particulière de l'État, un régime d'influence totale, qui rejette les médiations traditionnelles (médias, universités, diplomatie classique) au profit d'une immédiateté algorithmique et émotionnelle.

52. Christopher Walker, Shanthi Kalathil, Jessica Ludwig, « The Cutting Edge of Sharp Power », *Journal of Democracy*, 31 (1), 2020, p. 124-137.

La fin du *soft power* libéral : démantèlement de la diplomatie publique traditionnelle

Historiquement, les États-Unis ont bâti une part significative de leur influence mondiale sur la force d'attraction de leur modèle politique, économique et culturel. Ce « pouvoir d'influence douce » – théorisé par Joseph Nye comme le *soft power* – s'est incarné dans une série d'institutions destinées à diffuser les valeurs démocratiques américaines à travers le monde, en particulier pendant la guerre froide. Parmi ces instruments, Voice of America (VOA), Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), Radio Free Asia et Radio y Televisión Martí ont joué un rôle central. Ils étaient les piliers d'une diplomatie publique conçue non comme propagande mais comme outil de dialogue et de rayonnement normatif⁵³.

Or l'administration Trump 2.0, dans une démarche sans précédent, a choisi en mars 2025 de geler l'activité de ces médias publics en plaçant la totalité de leurs journalistes en congé administratif et en suspendant leur financement fédéral. Cette mesure – présentée comme un effort de rationalisation budgétaire – s'inscrit en réalité dans une stratégie délibérée de rétraction de la diplomatie normative américaine. Les médias officiels sont ainsi remplacés par une constellation d'acteurs privés, alignés idéologiquement sur l'exécutif.

Ce mouvement relève d'une logique de déconstruction des vecteurs traditionnels de *soft power*⁵⁴. En privant les États-Unis de leurs outils médiatiques pluralistes, le pouvoir fédéral choisit le repli civilisationnel et identitaire. VOA et RFE/RL ne sont plus considérés comme des atouts mais comme des bastions hostiles, soupçonnés d'alimenter des récits contradictoires à la ligne présidentielle.

53. Nicholas J. Cull, *Reputational Security: Refocusing Public Diplomacy for a Dangerous World*, John Wiley & Sons, 2023 ; Maud Quessard, *Stratégies d'influence et guerres de l'information : Propagande et diplomatie publique des États-Unis depuis la guerre froide*, Presses universitaires de Rennes, 2020.

54. Voir Steven Jambot et Maud Quessard, « [VOA, Radio Free Europe : vers la fin du "soft power" médiatique américain ?](#) », podcast Atelier des médias, RFI, 22 mars 2025.

Ce choix a provoqué des réactions immédiates. Stephen Capus, directeur de RFE/RL, a dénoncé un acte « historiquement irresponsable », équivalant à « un aveu d'impuissance démocratique ». Le gouvernement tchèque, hôte de RFE à Prague, a critiqué une décision « qui laisse un vide stratégique en Europe centrale face à la propagande russe⁵⁵ ».

Cette rupture ne relève pas simplement de la décision conjoncturelle. Elle traduit un basculement structurel vers une logique de *sharp power*, où la diplomatie publique n'est plus conçue comme un dialogue mais comme une conquête de l'espace narratif par des moyens asymétriques. Le modèle du *soft power* promu par Nye, fondé sur la légitimité, la transparence et la pluralité, cède la place à une stratégie d'offensive idéologique centralisée, en rupture avec la tradition libérale.

Cependant l'élément le plus révélateur est la manière dont cette diplomatie publique est externalisée et déléguée à des acteurs privés. En lieu et place de VOA ou RFE/RL, c'est désormais Truth Social, la plateforme fondée par Donald Trump après son bannissement de Twitter en 2021, qui relaie les messages de la Maison-Blanche⁵⁶. Elon Musk, propriétaire de X (ex-Twitter), est quant à lui devenu un quasi-opérateur diplomatique, relayant les annonces présidentielles ou promouvant les récits gouvernementaux, souvent en les amplifiant de manière controversée.

Cette logique de privatisation s'étend jusqu'aux canaux d'influence à destination de l'étranger. Des plateformes comme Rumble, OANN ou encore le réseau Epoch Times servent de relais idéologiques à une diplomatie informelle, portée par les récits, les symboles et non les règles. En ce sens, la diplomatie publique américaine n'est plus pensée comme une fonction éta-

55. Rishi Iyengar, « ['We're Not Going Anywhere' The CEO of Radio Free Europe/Radio Liberty on His Court Battle with the Trump Administration](#) », *Foreign Policy*, 10 avril 2025.

56. Drew Harwell, « Truth Social Merger Deal Wins Key Approval, a Victory for Trump », *The Washington Post*, 2024 ; S. Polak, G. Olson, M. Kreitler (dir.), « Donald Trump and Truth Social: Media Platforms Making Exclusionary Worlds », dans *Diversity Issues in the USA*, Bielefeld, Transcript Verlag, 2024, p. 137-147, <https://scholarlypublications.universiteitleiden.nl/handle/1887/4175588>.

tique mais comme une guerre cognitive externalisée⁵⁷, pilotée par des entrepreneurs numériques, des influenceurs et des mécènes.

La conséquence directe de cette bascule est une perte d'autorité morale, non seulement vis-à-vis des alliés traditionnels, mais aussi des publics étrangers qui identifiaient les États-Unis à un certain idéal de transparence, de débat et de pluralisme. L'Amérique ne parle plus d'une seule voix mais par dizaines de canaux concurrents, polarisés et souvent incohérents. Cette cacophonie est moins un accident qu'une stratégie de brouillage volontaire, qui désoriente, fragmente et disqualifie toute tentative de critique.

Externalisation de l'influence : vers une diplomatie publique privatisée

L'élément sans doute le plus radical du tournant informationnel opéré par l'administration Trump 2.0 réside dans la privatisation de la parole d'État. Le retrait stratégique des institutions publiques comme VOA ou RFE/RL ne s'accompagne pas d'un silence mais d'un transfert de souveraineté narrative à des acteurs privés : plateformes numériques, magnats de la technologie, influenceurs pro-Trump. C'est dans ce basculement que s'opère la mutation la plus profonde : la diplomatie publique devient un *sharp power* privatisé, sans transparence ni régulation.

Ce phénomène repose d'abord sur la centralité d'un écosystème numérique parallèle centré autour de la figure présidentielle. Ainsi, Truth Social devient à partir de 2025 le canal principal d'expression politique de la Maison-Blanche. Son architecture même est conçue pour contourner la médiation journalistique : elle ne vise ni l'information objective ni le débat contradictoire mais la fidélisation communautaire par l'indignation, la foi et la conflictualité.

Ce mode de communication s'étend à l'ensemble de l'écosystème conservateur alternatif. Des plateformes comme Rumble, Gettr ou Telegram hébergent désormais l'essentiel des produc-

57. Philippe De Lara, « Une pathologie transatlantique », *Commentaire*, 189, 2025, p. 188-190.

tions audiovisuelles liées au trumpisme 2.0. On y trouve les podcasts de Steve Bannon (*War Room*), les sermons numériques de pasteurs évangélistes radicaux, les capsules de désinformation sur les élections de 2024 ou les politiques climatiques, et les récits conspiratifs sur l'« État profond » ou la vaccination forcée⁵⁸.

Toutefois c'est la figure d'Elon Musk qui illustre de manière emblématique cette externalisation de la souveraineté informationnelle. Depuis son rachat de Twitter (devenu X) en 2022, Musk a activement œuvré à faire de la plateforme un outil de projection géopolitique, au service d'une idéologie libertarienne, nationaliste et technocratique. En juillet 2025, Musk est perçu comme un quasi-ministre de l'Information officieux, relayant les messages présidentiels, censurant les voix dissidentes et promouvant une rhétorique civilisationnelle alignée sur les priorités de la droite radicale.

Ce glissement constitue une rupture majeure avec les fondements classiques de la diplomatie publique américaine. Au lieu de s'appuyer sur des institutions publiques neutres, régulées et pluralistes, l'État trumpien délègue sa parole à des plateformes commerciales dont les logiques obéissent à la viralité, à l'indignation et au capital émotionnel. La véracité des informations y est secondaire ; seule compte leur capacité à mobiliser, diviser ou neutraliser.

Cette privatisation de la diplomatie informationnelle s'accompagne d'un brouillage des frontières entre l'intérieur et l'extérieur. Les relais idéologiques ne sont pas cantonnés au territoire américain, les productions de Bannon ou Loomer circulent largement dans les sphères d'extrême droite européennes, servant de matrice à une internationale réactionnaire numérique. Des liens existent entre les équipes de Trump 2.0 et des groupes comme Reconquête (France), Vox (Espagne), Fratelli d'Italia ou encore le FPÖ autrichien⁵⁹.

58. Dusan Bozalka, « Récits stratégiques complotistes : visions alternatives de l'ordre international ? », *Revue Défense nationale*, 862, 2023, p. 71-76.

59. Alexander Cooley, Daniel H. Nexon, « The Real Crisis of Global Order: Illiberalism on the Rise », *Foreign Affairs*, 2022, 101, p. 103 ; Maya Kandel, *Une première histoire du trumpisme*, op. cit.

Ce système produit une diplomatie « déformaliste », pour reprendre les termes de Dusan Bozalka, dans laquelle la légitimité n'est plus institutionnelle mais virale, émotionnelle, mimétique. Il s'agit moins de convaincre que d'entraîner, moins d'informer que de créer une bulle cognitive cohérente pour les sympathisants. Cela donne naissance à un État qui ne communique plus mais influence. Il ne convainc pas, il mobilise. Il ne gouverne pas par les faits mais par l'affect et la saturation des récits.

Ce dispositif pose un enjeu démocratique majeur, il évacue la responsabilité de l'État en matière d'information publique, en transférant ses fonctions à des acteurs qui n'obéissent ni aux règles déontologiques du journalisme ni aux normes de redevabilité des administrations. L'influence devient fluide, opaque, algorithmique. Et la diplomatie américaine n'est plus un projet politique mais une machine de guerre culturelle décentralisée.

Guerre cognitive, métapolitique et influenceurs pro-MAGA : les nouveaux agents idéologiques du pouvoir

L'un des traits distinctifs du trumpisme sous sa forme 2.0 réside dans sa capacité à mobiliser un écosystème d'acteurs non étatiques comme leviers de pouvoir idéologique. Ce réseau hétérogène, composé de podcasteurs, influenceurs, entrepreneurs religieux, think tanks et militants identitaires, incarne une forme de diplomatie souterraine, où la frontière entre propagande et mobilisation culturelle devient floue. L'État américain n'agit plus seul : il s'appuie désormais sur une nébuleuse d'intermédiaires qui produisent, amplifient et incarnent ses récits. Ces acteurs, souvent extérieurs aux structures officielles, jouent un rôle de passeurs idéologiques, diffusant la doctrine trumpienne par des canaux numériques à fort impact. Ce phénomène s'apparente à une métapolitique, selon la définition héritée de la Nouvelle Droite européenne : il ne s'agit pas de conquérir directement le pouvoir mais de transformer les imaginaires collectifs, de subvertir les codes culturels et de reconfigurer le sens commun.

La force de cet écosystème réside dans sa polycentralité. Contrairement aux systèmes étatiques hiérarchiques, les relais

trumpistes fonctionnent en réseau : ils partagent une grammaire idéologique commune (anticommunisme, anti-élite, nationalisme chrétien, défense des « valeurs occidentales »), mais leur production reste souple, virale et souvent non coordonnée. Cette flexibilité les rend particulièrement efficaces dans la guerre cognitive, car ils peuvent toucher des segments différents de la population sans jamais paraître artificiels ou téléguidés.

Parmi les figures majeures de cette sphère, on retrouve Steve Bannon, animateur du podcast *War Room*, considéré comme le centre nerveux de la production stratégique pro-Trump. Son contenu quotidien combine messianisme, mobilisation contre « l'État profond » et vision civilisatrice du pouvoir. Charlie Kirk (assassiné en septembre 2025 en pleine conférence) s'adressait via Turning Point USA à la jeunesse conservatrice. Il menait notamment, comme durant la course à la Maison-Blanche, des campagnes virales sur les campus, centrées sur le wokisme, le genre ou la critique de l'enseignement supérieur. Laura Loomer, militante islamophobe et conspirationniste, a été plusieurs fois mentionnée dans les cercles proches du Conseil national de sécurité. Elle incarne l'entrée des figures radicales dans les rouages informels du pouvoir exécutif. Candace Owens, Matt Walsh, Ben Shapiro et Michael Knowles, affiliés à The Daily Wire, opèrent à la frontière entre information, divertissement et propagande. Leurs contenus – diffusés sur Rumble, X, YouTube – articulent religion, identité et peur du « déclin civilisationnel ».

Cette sphère fonctionne selon les logiques du capital attentionnel, ses contenus sont formatés pour maximiser la viralité, la conflictualité et l'indignation. L'objectif n'est pas l'information, mais la mobilisation affective, une tactique désormais centrale dans les campagnes électorales et les débats publics. Ce système de communication parallèle contribue à une stratégie du chaos contrôlé, comme « une logique d'autodé légitimation des institutions démocratiques par excès de récits contradictoires⁶⁰ ». La pluralité des

60. Maud Quessard, « Les nouveaux acteurs des luttes informationnelles aux États-Unis de l'ère Trump 2.0 : vers la fin du *soft power* américain ? », *Diplomatie*, Grands Dossiers 87, août-septembre 2025, p. 42-47.

voix ne renforce pas le débat, elle désoriente, elle affaiblit le principe de réalité partagé. Cette guerre cognitive a pour effet d'extraire des millions d'Américains des sphères médiatiques traditionnelles pour les installer dans des bulles de cohérence affective.

C'est ici que le lien avec le *sharp power* devient central. Alors que Joseph Nye défendait un modèle d'influence fondé sur la transparence et la persuasion, ces acteurs opèrent dans un système où l'opacité, la viralité et la segmentation algorithmique sont les clés de l'efficacité. Le pouvoir informationnel ne cherche plus à séduire mais à disqualifier. Il ne convainc pas, il polarise. Il ne projette pas des idéaux, il mobilise par la peur.

Enfin, cet écosystème n'est pas purement national. Il est transnationalisé, connecté à une série d'acteurs politiques, médiatiques et religieux au-delà des frontières américaines. Le trumpisme fonctionne comme un modèle idéologique exportable, qui inspire une galaxie d'acteurs européens (Reconquête, Vox, Fratelli d'Italia), sud-américains (Bolsonaro) ou même russes, dans une logique de convergence post-libérale. Les mêmes récits sur le « déclin occidental », le danger du multiculturalisme ou la menace LGBTQ+ circulent en boucle dans les sphères numériques ultraconservatrices.

Ce réseau idéologique forme ainsi une internationale réactionnaire numérique, qui diffuse un imaginaire civilisationnel homogène, fondé sur l'idée de reconquête, de purification culturelle et d'héroïsation du conflit. Cette diplomatie identitaire décentralisée ne s'appuie plus sur des traités ou des alliances institutionnelles mais sur des affects partagés, des peurs communes et des récits unificateurs.

Depuis la guerre froide, la diplomatie publique américaine repose sur un postulat central : l'image des États-Unis comme démocratie exemplaire et modèle de liberté pour le monde. Ce *soft power*, tel que conceptualisé par Joseph Nye, visait à faire adhérer les peuples étrangers aux objectifs américains par l'attraction culturelle, la légitimité morale et le rayonnement des institutions démocratiques¹. C'est à cette image d'une Amérique libérale, pluraliste et universaliste que Donald Trump, dans son second mandat, tourne délibérément le dos.

Ce basculement est double : il s'agit à la fois d'un retrait des outils classiques du *soft power*, comme nous l'avons vu avec la suspension de Voice of America ou RFE/RL, et de la mise en place d'une stratégie de *sharp power* fondée sur la guerre civilisationnelle, comparable dans sa logique à celle de régimes autoritaires comme la Russie ou la Chine.

Pour Nye, l'efficacité du *soft power* repose sur l'authenticité des valeurs promues, la transparence des institutions et le consentement des publics ciblés⁶¹. Cependant, sous Trump 2.0, l'usage de l'information échappe à cette logique, il n'est plus question d'attirer mais de diviser, de neutraliser ou de démobiliser les publics adverses, y compris à l'intérieur des frontières américaines.

Le *sharp power* tel qu'il se déploie désormais aux États-Unis consiste à manipuler les perceptions, brouiller les frontières entre vérité et mensonge, créer une saturation informationnelle, et surtout imposer un récit unique, souvent à forte composante mythologique ou religieuse. Cette logique s'ancre dans un imaginaire civilisationnel fermé, dans lequel l'Amérique est perçue comme assiégée, pure, élue, et constamment menacée par l'extérieur (immigrants, islam, ONU) ou par l'intérieur (minorités, progressistes, journalistes).

Un *sharp power* inspiré des modèles autoritaires

En cela, les États-Unis adoptent certaines caractéristiques typiques des régimes autoritaires. À l'image de la Russie de Vladimir Poutine, l'Amérique trumpienne mobilise l'histoire comme outil de révisionnisme narratif. Elle met en scène une mémoire glorieuse, épurée, exaltant les origines chrétiennes, les Pères fondateurs et la guerre civile comme acte de purification. Ce processus vise à légitimer une lutte culturelle contre les

61. Joseph S. Nye, *Soft Power and Great-Power Competition: Shifting Sands in the Balance of Power Between the United States and China*, Springer Nature, 2023.

réécrits progressistes, jugés responsables de la décadence occidentale⁶².

La Chine constitue une autre source implicite d'inspiration, par sa capacité à contrôler l'environnement informationnel intérieur, à censurer les récits critiques et à exporter une image de puissance et de stabilité. Ce modèle attire une partie des élites trumpiennes, qui voient dans le régime chinois une forme d'efficacité autoritaire à répliquer sous couvert de souveraineté numérique et d'ordre civilisationnel⁶³.

Pourtant, contrairement à Pékin ou Moscou, les États-Unis trumpiens ne cherchent pas à masquer cette inflexion. Ils revendiquent une forme de diplomatie morale inversée, où les valeurs universelles ne sont plus que des instruments de domination étrangère. Dans ce paradigme, l'universalisme est assimilé à un impérialisme progressiste, et la défense des droits humains à une idéologie woke imposée par les élites globalisées⁶⁴.

La politique étrangère américaine devient alors une entreprise de repli symbolique, construite autour de valeurs particularistes, souveraineté nationale, foi chrétienne, famille traditionnelle, autorité de l'État. Ce n'est plus une ouverture vers le monde, mais une reconquête spirituelle du territoire national et des sphères d'influence historiques.

Vers un illibéralisme assumé

Ce *sharp power* civilisationnel transforme l'Amérique en puissance post-libérale, voire illibérale⁶⁵, selon les termes de Fareed

62. Voir Maud Quessard, « [Trump, Poutine et l'arsenalisation du révisionnisme historique. Réécrire la fin de la guerre froide et redéfinir l'ordre mondial](#) », Brève stratégique 81, IRSEM, 28 mars 2025.

63. Michael Kimmage, « The World Trump Wants: American Power in the New Age of Nationalism », *Foreign Affairs*, mars-avril 2025, p. 8 et suivantes.

64. Alice Weidel, « [Changement de régime : le discours intégral de J.D. Vance à Munich](#) », *Le Grand Continent*, 14 février 2025. Voir aussi H.L. Karkour, « [Illiberal and Irrational? Trump and the Challenge of Liberal Modernity in US Foreign Policy](#) », *International Relations*, 35 (4), 2021, p. 533-550.

65. Julian G. Waller, « Illiberalism And », *op. cit.*, p. 61.

Zakaria⁶⁶. L'État ne cherche plus à défendre la démocratie dans le monde mais à défendre une vision conservatrice de l'Occident, souvent en opposition directe avec ses anciens alliés (Union européenne, ONU, OTAN).

Cette posture engendre des tensions durables avec les partenaires traditionnels des États-Unis. Le retrait de la diplomatie normative américaine laisse un vide que remplissent les récits chinois ou russes, notamment dans l'ex-espace post-soviétique, au Moyen-Orient ou en Afrique⁶⁷. Le *soft power* américain, autrefois bâti sur la confiance, devient inopérant là où il est perçu comme duplicité.

FRAGMENTATION INTÉRIEURE ET RECOMPOSITION TRANSNATIONALE

Les récits complotistes et l'effondrement du consensus

L'ère Trump 2.0 est également marquée par l'irruption massive des récits complotistes dans l'espace public et politique américain. Ces récits, longtemps confinés aux marges du débat démocratique, ont acquis une centralité inquiétante au point d'influencer directement la perception des menaces extérieures, les processus décisionnels et la cohésion nationale. En se diffusant à travers les réseaux sociaux, les sphères conservatrices radicales et certains relais politiques, les théories du complot ne sont plus seulement des outils de contestation ; elles constituent une force structurante du discours public.

L'héritage du mouvement QAnon et de ses avatars, en particulier, illustre ce basculement. Construit autour de messages cryptés diffusés sur les plateformes alternatives comme 4chan,

66. Fareed Zakaria, journaliste et essayiste, doit entre autres sa notoriété à un article publié en 1997 dans *Foreign Affairs*, « [The Rise of Illiberal Democracy](#) », dans lequel il mettait en garde contre la montée des démocraties illibérales, prolongé par un livre, *L'Avenir de la démocratie*, Paris, Odile Jacob, 2003.

67. Maud Quessard, « La stratégie africaine des États-Unis sous Trump II : désengagement, prédation économique et fin du *soft power* », *Revue Défense nationale*, 882, été 2025, p. 109-116.

8kun ou Telegram, ce mouvement prétendait révéler l'existence d'un « État profond pédo-sataniste » agissant contre Donald Trump, présenté comme le sauveur providentiel. Cette vision manichéenne du monde, bien que délirante dans sa forme, exerce une forte influence sur une frange significative de l'électorat, ainsi que sur certains élus républicains⁶⁸.

Ainsi, le complotisme américain et ses avatars ne seraient pas un simple délire collectif mais « une dynamique de production de sens qui construit un “contre-public” cohérent, doté de ses propres canaux de diffusion, de ses rituels (le *baking*) et de ses figures tutélaires⁶⁹ ». Il repose sur une sociologie participative, mobilisant des individus marginalisés ou défiants à l'égard des institutions traditionnelles et utilise des technologies de communication modernes pour se propager et se structurer. Ce phénomène devient ainsi un outil de contestation des élites, de délégitimation des médias et d'instrumentalisation politique.

L'impact de ces récits sur la politique étrangère est double. D'abord, ils redéfinissent la perception de la menace. La Chine, la Russie ou l'Iran sont perçus non seulement comme des rivaux géopolitiques, mais comme les soutiens occultes de forces intérieures visant à subvertir l'ordre américain. Ensuite, ils alimentent une politisation extrême et problématique de l'ensemble de l'appareil d'État (notamment du département d'État et des services de renseignement), accusés d'être woke et eux-mêmes infiltrés par le *deep state* (l'« État profond »). Cette suspicion radicale entrave la production d'analyses fiables, fragilise les mécanismes de sécurité collective et empêche toute forme de consensus bipartisans sur les priorités stratégiques⁷⁰.

La prise d'assaut du Capitole le 6 janvier 2021 constitue ainsi un tournant. Elle démontre que le complotisme, lorsqu'il est

68. Commission spéciale de la Chambre des représentants des États-Unis, *Assaut contre le Capitole : Rapport de la commission d'enquête*, Paris, Buchet-Chastel, 2023.

69. Dusan Bozalka, « La transnationalisation du complotisme numérique 'Made in Q' », *Politique américaine*, Paris, L'Harmattan, 2025 (à paraître).

70. Anne Deysine, « Trump ou l'exportation de la corruption systémique », *Recherches internationales*, 120 (1), 2021, p. 35-53.

adossé à une rhétorique de guerre civile ou de croisade, peut engendrer des actes de violence politique. Loin d'avoir été marginalisée après cet événement, la culture complotiste s'est réorganisée autour de nouveaux récits (fraude électorale de 2024, guerre de l'information menée par la Chine, etc.), intégrés parfois dans les discours de certains élus MAGA, renforçant ainsi leur légitimité⁷¹.

Cette logique se double d'un processus de transnationalisation. Des versions européennes du complot QAnon apparaissent en France, en Allemagne ou en Italie⁷², mais aussi au Brésil ou en Argentine adaptant les récits initiaux aux contextes culturels locaux, souvent via des influenceurs numériques. Cela crée une matrice idéologique commune entre extrême droite américaine et mouvances illibérales européennes ou sud-américaines, dans laquelle la lutte contre le « globalisme » et la défense des « valeurs chrétiennes » sont omniprésentes⁷³.

En définitive, le complotisme sous Trump 2.0 n'est pas un épiphénomène mais un symptôme profond de la désintégration du consensus démocratique aux États-Unis. Il constitue un facteur d'instabilité intérieure majeur, dont les effets se répercutent dans la formulation de la politique étrangère, en biaisant la production d'expertise, en nourrissant une logique de méfiance institutionnelle et en construisant une rhétorique de l'affrontement permanent.

71. Daniel Ziblatt et Steven Levitsky, *Tyranny of the Minority: Why American Democracy Reached the Breaking Point*, Crown, 2023 ; Olivier Burtin, « Donald Trump ou la fausse présidence impériale », *Représentations dans le monde anglophone*, 2, 2021, p. 11-34.

72. Maria Francesca Murru, « QAnon and Its Conspiracy Milieu: The Italian Case », dans *Populism and Science in Europe*, Cham, Springer International Publishing, 2022, p. 163-184.

73. Joseph Patrick McAulay, « Into the Storm: QAnon and the Appeal of Conspiracist Millennialism in Far-Right and Fascist Political Movements », *St Antony's International Review*, 20 (1), 2025, p. 56-76.

Le nationalisme blanc et les réseaux numériques

Le second mandat de Donald Trump s'inscrit également dans une dynamique de légitimation implicite – sinon explicite – de certains réseaux nationalistes blancs qui, jusqu'alors relégués aux marges du champ politique, ont acquis une visibilité et une influence inédites. Cette légitimation ne passe pas nécessairement par des actes législatifs ou des décrets, mais par une série de signaux symboliques, de tolérances rhétoriques et d'alignements idéologiques qui, cumulés, ont permis une reconfiguration du champ d'expression des extrémismes identitaires dans l'espace numérique.

Le nationalisme blanc, loin d'être une idéologie figée, s'est métamorphosé en réseau mouvant et adaptable. Selon les travaux de Sarah Rodriguez-Louette, il s'agit d'un « métaprojet civilisationnel » qui articule rejet de l'égalité raciale, réhabilitation de l'ethnonationalisme, et stratégie de conquête de la norme dans les sphères médiatique, universitaire et politique⁷⁴. Plutôt que de s'exprimer dans la violence directe, de nombreux groupes comme American Renaissance, VDARE ou Radix Journal investissent l'Internet comme espace de production discursive et de structuration communautaire.

Ce nationalisme numérique repose sur des technologies de diffusion virales : podcasts, plateformes alternatives (Gab, Rumble), forums et cryptomédias. Il emprunte aux codes esthétiques du *meme warfare*, aux stratégies d'influence des influenceurs et à l'imaginaire d'un « grand remplacement » racial ou civilisationnel. Ce modèle d'« extrémisme *soft* » est d'autant plus efficace qu'il agit dans les interstices du web social, exploitant les failles des algorithmes pour s'immiscer dans le débat dominant tout en maintenant une structure décentralisée, résistante à la régulation⁷⁵.

74. Sarah Rodriguez-Louette, « À la conquête de la norme : réseaux et stratégies du nationalisme blanc », *op. cit.*

75. Sarah J. Jackson, Brooke Foucault Welles, « Hijacking #myNYPD: Social Media Dissent and Networked Counterpublics », *Journal of Communication*, 65 (6), 2015, p. 932-952.

Ces réseaux trouvent dans la présidence Trump un environnement idéologique propice. Sans être directement intégrés dans les institutions, ils bénéficient d'une tolérance, voire d'un écho discursif, lorsqu'un président refuse de condamner clairement des manifestations extrémistes (comme à Charlottesville en 2017) ou promeut une rhétorique de « reconquête » face à une Amérique en déclin culturel. La nomination de figures politiques liées à des think tanks ultra-conservateurs ou de juristes ayant défendu des idées racistes alimente la perception d'une porosité croissante entre la droite républicaine et les sphères nationalistes⁷⁶.

Ce phénomène est renforcé par des événements exogènes comme le conflit israélo-palestinien ou la guerre en Ukraine. Dans ces contextes, certains groupes nationalistes blancs redéployaient leurs arguments en les adaptant aux événements géopolitiques. Par exemple, la guerre en Ukraine est parfois lue comme une « lutte civilisationnelle » contre la décadence occidentale, tandis que la politique israélienne est tantôt soutenue (au nom d'une alliance judéo-chrétienne), tantôt critiquée (au nom d'un antisémitisme structurel toujours latent dans certains cercles⁷⁷).

Cette plasticité idéologique rend le nationalisme blanc particulièrement difficile à contrer. Il ne se contente pas de propager des idées, il tisse des alliances, des financements et des passerelles avec des figures politiques légitimes. Aux États-Unis, des personnalités comme Marjorie Taylor Greene ou Paul Gosar ont repris certains éléments de langage ou diffusé des contenus issus de la sphère nationaliste blanche, brouillant encore davantage la frontière entre politique radicale et extrémisme racial⁷⁸.

En outre, la dimension transnationale du phénomène mérite attention. Des convergences idéologiques s'établissent entre ces réseaux américains et des figures européennes comme Éric Zemmour, Matteo Salvini ou Viktor Orbán, autour de thématiques com-

76. Philip Gorski et Samuel Perry, *The Flag and the Cross*, *op. cit.*

77. Quinn Slobodian, *Crack-Up Capitalism*, *op. cit.*

78. Katharine Viner, « [Far-Right Republicans Greene and Gosar Restored to House Committees](#) », *The Guardian*, 18 janvier 2023.

munes : déclin démographique des « autochtones », opposition à l'immigration, défense des « racines chrétiennes ». L'Internet agit ici comme vecteur de synchronisation idéologique, créant ce que certains chercheurs appellent une « *alt-right* transatlantique⁷⁹ ».

La banalisation du nationalisme blanc constitue donc une menace double : intérieure, car elle affaiblit la cohésion nationale et alimente les tensions raciales ; extérieure, car elle dénature les fondements normatifs du leadership américain en matière de droits humains et de démocratie. Elle impose une redéfinition de la menace – moins militaire que culturelle – qui brouille les priorités stratégiques et fragilise les alliances traditionnelles des États-Unis.

Circulation transatlantique des droites radicales

L'un des phénomènes les plus marquants du nouveau paradigme diplomatique américain sous Trump 2.0 est l'émergence d'un espace idéologique partagé entre les droites radicales des États-Unis et celles de l'Europe illibérale. Cette dynamique ne relève pas seulement d'un effet de miroir, mais d'un véritable processus de circulation transatlantique des idées, des figures, des stratégies et des financements. Il s'agit moins d'une convergence spontanée que d'une construction progressive d'un bloc idéologique alternatif, s'opposant frontalement aux valeurs libérales, cosmopolites et multiculturelles promues jusqu'alors par les démocraties occidentales.

Depuis les années 2010, et plus encore après 2016, des intellectuels conservateurs américains tels que Rod Dreher, Patrick Deneen ou Yoram Hazony ont tissé des liens étroits avec les gouvernements illibéraux d'Europe centrale, notamment celui de Viktor Orbán. Ces échanges s'intensifient sous la présidence Trump, à travers des conférences internationales (comme le CPAC Hungary), des séjours prolongés (Rod Dreher s'est ins-

tallé à Budapest) et des publications croisées dans des revues ou think tanks influents⁸⁰.

La Hongrie, en particulier, devient une sorte de laboratoire pour la droite chrétienne américaine, un « modèle en acte » de ce que pourrait être une démocratie autoritaire fondée sur la souveraineté, l'homogénéité culturelle et la centralité de la religion. Réciproquement, les élites hongroises et polonaises trouvent dans le trumpisme une légitimation de leurs politiques réactionnaires et une opportunité stratégique d'ancrage au sein du camp occidental, tout en contestant ses fondements normatifs⁸¹.

Ce processus est théorisé par Julian G. Waller comme une « internationalisation des idées illibérales », fondée sur la synchronisation des récits de crise : crise migratoire, crise identitaire, déclin de la civilisation chrétienne, trahison des élites globalistes. Les think tanks jouent ici un rôle central, à l'instar de l'Institut Danube à Budapest, de la Heritage Foundation à Washington, ou encore de la Mathias Corvinus Collegium, qui accueille régulièrement des figures de la droite américaine radicale⁸².

Ces circulations sont renforcées par des canaux religieux, notamment les Églises évangéliques américaines, qui trouvent des relais en Europe orientale. Elles soutiennent une vision commune de la société fondée sur l'autorité patriarcale, la famille hétérosexuelle, le rejet de l'avortement et la défense des « racines chrétiennes » contre un ordre libéral perçu comme décadent. La rhétorique de la « résistance chrétienne à l'empire du relativisme » constitue un vecteur puissant de mobilisation transnationale⁸³.

80. Elisabeth Zerofsky, « [How the American Right Fell in Love With Hungary](#) », *op. cit.*

81. Maya Kandel, *Une première histoire du trumpisme*, *op. cit.*

82. Julian G. Waller, « Distinctions with a Difference: Illiberalism and Authoritarianism in Scholarly Study », *Political Studies Review*, 22 (2), 2024, p. 365-386.

83. Luke M. Herrington, « Conservative Christian Persecution Discourse and Support for Political Violence: Experimental Evidence from the United States », *Religions*, 12 (10), 2021.

79. Daniel Ziblatt et Steven Levitsky, *Tyranny of the Minority*, *op. cit.*

La circulation des idées ne se limite pas au registre religieux ou philosophique : elle s'accompagne d'un partage de stratégies politiques. On observe par exemple une imitation croisée des tactiques de manipulation de l'opinion publique, d'exploitation des réseaux sociaux et de diffusion de messages via des influenceurs et des médias partisans. L'usage de Facebook, X (ex-Twitter) ou Telegram comme outils de mobilisation politique est partagé et rationalisé entre acteurs des deux côtés de l'Atlantique⁸⁴.

Enfin, ce phénomène produit un effet miroir. Alors que les États-Unis, par le passé, exportaient la démocratie libérale comme projet universel, ils deviennent désormais pour certaines forces européennes un pôle alternatif, une « anti-Europe » idéologique qui valorise l'autorité, la religion et le nationalisme. Cette inversion du rôle américain dans l'ordre international libéral constitue une rupture majeure, tant pour les alliés que pour les adversaires de Washington⁸⁵.

La création de cet espace transnational des droites radicales, bien qu'encore inégalement structuré, fragilise les institutions multilatérales et la cohésion des alliances occidentales. Elle contribue à l'émergence d'un nouveau type de *soft power*, fondé non plus sur la culture de masse et la démocratie, mais sur l'autorité morale, l'ordre et l'homogénéité. En cela, elle constitue un défi de long terme pour les défenseurs d'un ordre libéral international.

VERS UN NOUVEL ORDRE INTERNATIONAL ?

Les relations sino-américaines

Les relations sino-américaines constituent désormais l'axe structurant de la géopolitique mondiale contemporaine, traversée par une recomposition de l'ordre international autour de deux pôles antagonistes. Sous la présidence Trump 2.0, cette

84. Asma Mhalla, « Les Big Tech américaines, complices involontaires ou alliées dans la lutte contre la désinformation ? », *Diplomatie*, 124, 2023, p. 80-83.

85. Hal Brands, « The Renegade Order: How Trump Wields American Power », *Foreign Affairs*, 104, 2025, p. 22.

rivalité s'est radicalisée, elle a abandonné toute prétention à une gestion coopérative des différends pour se transformer en affrontement systémique, idéologique, technologique, économique et civilisationnel⁸⁶. Alors que la première administration Trump avait enclenché une guerre commerciale visant à rééquilibrer les échanges bilatéraux, la seconde administration va plus loin, en assumant une stratégie de découplage et en construisant un récit manichéen opposant l'« Amérique libre » à une Chine autoritaire perçue comme menace existentielle.

Dès son retour à la Maison-Blanche, Donald Trump réactive une rhétorique extrêmement agressive à l'égard de Pékin. Il accuse la Chine de manipuler les marchés, de pratiquer un espionnage industriel et numérique systématique, de propager des virus et d'exercer une influence pernicieuse au sein même des institutions américaines, à travers les universités, les think tanks et les plateformes numériques⁸⁷. Cette posture, loin de relever d'une stratégie purement électoraliste, s'inscrit dans une doctrine de confrontation totale, relayée au Congrès par une mobilisation bipartisanne visant à restreindre les investissements chinois dans les secteurs sensibles, durcir les exportations technologiques et encadrer les partenariats académiques⁸⁸. Le consensus bipartisan sur la « menace chinoise » constitue une rare zone de convergence dans un paysage politique américain profondément polarisé.

Un pivot stratégique s'opère autour de Taïwan, devenue pierre angulaire de la politique asiatique des États-Unis. L'administration Trump 2.0 intensifie les ventes d'armes, augmente le niveau des représentations diplomatiques et banalise la participation de responsables américains à des événements officiels à Taipei. Cette « diplomatisation » de Taïwan s'inscrit dans une

86. Hal Brands, « The Renegade Order: How Trump Wields American Power », *Foreign Affairs*, 104, 2025, p. 22.

87. Juliette Bourdin, « De Biden à Trump 2.0 : l'évolution du débat public américain sur la Chine », *Politique américaine*, 2025 (à paraître).

88. Amy Skonieczny et Ancita Sherel, « The Trump Effect: The Perpetuation of Populism in US-China Trade », *International Affairs*, 100 (5), septembre 2024, p. 1959-1981.

logique de confrontation indirecte avec Pékin, perçue comme moyen de délégitimer les prétentions chinoises⁸⁹. Cette inflexion s'accompagne d'un renforcement institutionnel du QUAD et de l'alliance AUKUS, deux vecteurs majeurs de la politique indo-pacifique des États-Unis, visant à freiner l'expansion navale chinoise et à créer des convergences capacitaires avec les alliés régionaux.

Cependant cette rivalité ne se cantonne pas aux sphères militaire et diplomatique. Le « péril chinois » devient un levier central de politisation intérieure. Dans le discours trumpiste, la Chine n'est plus simplement un rival géopolitique mais un agent subversif infiltré dans le tissu national américain. Universités, entreprises technologiques, médias : tous sont potentiellement suspectés de « compromission » avec Pékin⁹⁰. Cette mise en récit alimente une rhétorique protectionniste et populiste, matérialisée dans le plan *America First Manufacturing Plan*, dont les objectifs sont doubles : réindustrialiser les États-Unis dans les secteurs critiques, et exclure la Chine des chaînes de valeur mondiales⁹¹. Cette politique associe mesures tarifaires punitives, incitations fiscales massives, et blocages réglementaires contre les entreprises chinoises.

Face à cette offensive, Pékin adopte une posture de résilience stratégique. Le pouvoir chinois relance le plan *Made in China 2025*, réoriente les investissements publics vers les semi-conducteurs, l'intelligence artificielle et le cloud souverain, tout en resserrant les liens entre État et secteur privé⁹². Cette dynamique, à

89. Dean P. Chen, *US-China-Taiwan in the Age of Trump and Biden: Towards a Nationalist Strategy*, Routledge, 2022 ; Nur S. Temur, « US Foreign Policy Toward Taiwan », dans Sabella O. Abidde et Tony T. Liu (dir.), *US Foreign Policy Toward Taiwan*, Springer, 2025, p. 99-112.

90. Flavia Lucenti, « [The 'China Threat': Stereotypical Representations in the US Competition with China](#) », *International Politics*, 2024, p. 1-19.

91. White House, « [America First Investment Policy](#) », Presidential Action, 21 février 2025.

92. Wenran Jiang, « [Ready for Round Two: China's Strategic Preparedness for a New U.S. Trade War](#) », *The Institute for Peace and Democracy*, 18 mars 2025 ; Zongyuan Zoe Liu, « How China Armed Itself for the Trade War », *Foreign Affairs*, 29 avril 2025.

la fois défensive et ambitieuse, vise à réduire la dépendance vis-à-vis des technologies américaines tout en posant les bases d'un écosystème numérique et industriel autonome. Le découplage devient ainsi un processus dialectique, nourri par des politiques symétriques de souveraineté économique et d'exclusion mutuelle⁹³. Il engendre une fragmentation profonde de l'économie mondiale, structurée autour de deux sphères technologiques rivales, reposant sur des standards, des normes et des flux séparés.

Enfin, la mondialisation de la rivalité sino-américaine accentue la polarisation des alliances et la fragmentation de l'ordre international. Certaines puissances régionales, telles que le Brésil, la Turquie ou l'Afrique du Sud, cherchent à manœuvrer entre les deux pôles, en capitalisant sur la compétition pour accroître leur autonomie. L'Union européenne, quant à elle, apparaît divisée et hésitante : si plusieurs États membres se rapprochent de Washington sur les questions sécuritaires, d'autres insistent sur la nécessité de préserver une autonomie stratégique, notamment en matière économique et technologique⁹⁴. Dès lors, la rivalité sino-américaine ne saurait être réduite à une confrontation bilatérale. Elle constitue un prisme global qui redéfinit les normes de gouvernance, les alignements stratégiques et les trajectoires nationales du XXI^e siècle.

La recomposition de l'OTAN

Aussi, sous la présidence Trump 2.0, l'Alliance atlantique traverse une phase critique de réajustement stratégique. La posture américaine vis-à-vis de l'OTAN ne relève plus du consensus bipartite traditionnel fondé sur la dissuasion collective, mais d'une vision utilitariste, conditionnée par l'intérêt national immédiat. Donald Trump, fidèle à sa logique transactionnelle,

93. Brett Steen, *Not Just Another Cold War: The Global Implications of the U.S.-China Rivalry*, Oxford University Press, 2025.

94. Francesca Ghiretti, « [As U.S.-China Trade Talks Continue, Europe Needs a Plan to Navigate Uncertainty](#) », RAND Corporation, 13 juin 2025.

soumet la pertinence du maintien de la présence américaine en Europe à une évaluation strictement budgétaire, idéologique et bilatérale. Cette redéfinition des engagements américains au sein de l'OTAN met à rude épreuve la cohésion de l'Alliance et soulève des interrogations profondes sur l'avenir de la sécurité collective transatlantique.

L'un des axes principaux de cette recomposition réside dans la remise en cause du principe de solidarité automatique inscrit dans l'article 5 du traité de Washington. Si l'article continue d'être invoqué symboliquement, sa valeur contraignante est affaiblie par les déclarations récurrentes du président américain mettant en doute l'engagement des États-Unis à intervenir en cas d'attaque contre un allié n'ayant pas « payé sa part⁹⁵ ». Cette conditionnalité financière, érigée en principe stratégique, transforme la nature même de l'OTAN qui, d'une alliance de sécurité intégrée, tend vers une fédération contractuelle d'intérêts variables.

Ce changement de paradigme affecte directement la relation américano-européenne. Des pays comme l'Allemagne, la Belgique ou l'Italie, accusés de sous-contribution militaire, sont régulièrement désignés comme « profiteurs de la protection américaine⁹⁶ ». À l'inverse, la Pologne et les pays baltes, qui augmentent leur budget de défense et accueillent des troupes américaines sur leur sol, sont valorisés comme alliés « fiables ». Cette hiérarchisation implicite introduit une logique de compétition au sein de l'Alliance, fragilisant les efforts d'harmonisation capacitaire et doctrinale engagés depuis 2014.

Dans ce contexte, la guerre en Ukraine agit comme un révélateur des tensions intra-OTAN. Alors que l'invasion russe a ravivé l'importance de l'Alliance, le second mandat de Trump entretient une ambiguïté persistante ; d'un côté, il critique l'aide militaire à Kiev, perçue comme un fardeau injuste pour les contribuables américains ; de l'autre, il utilise la menace russe comme levier

95. Emmanuel Dreyfus, « Washington et Moscou à l'ère Trump 2.0 : diplomatie, conflit ukrainien et redéfinition des alliances », OPEXAM, 2025.

96. Charles A. Kupchan, *Isolationism: A History of America's Efforts to Shield Itself from the World*, Oxford University Press, 2020.

pour exiger davantage d'efforts de la part des Européens⁹⁷. Ce positionnement ambivalent affaiblit la dissuasion collective et donne des marges de manœuvre à Moscou, qui exploite la division des Occidentaux.

Les alliés européens, quant à eux, réagissent de manière hétérogène. Certains, comme la France, relancent le projet d'autonomie stratégique, arguant de la nécessité de construire une défense européenne capable d'agir sans le soutien américain. D'autres, comme les pays nordiques ou baltes, renforcent leur dépendance à l'égard des États-Unis, estimant que seule l'assurance d'une protection américaine crédible peut dissuader une agression russe. Cette divergence de perceptions mine la construction d'une vision commune au sein de l'OTAN.

Par ailleurs, l'administration Trump favorise des relations bilatérales avec certains membres de l'OTAN (notamment la Turquie ou la Hongrie), en contournant les mécanismes de décision collective. Cette approche renforce les tendances illibérales au sein de l'Alliance, brouille la cohérence des positions diplomatiques et affaiblit l'influence normative de l'OTAN comme communauté de valeurs⁹⁸. Ce glissement est particulièrement préoccupant dans un contexte où l'Alliance est appelée à se positionner face à des défis transversaux, tels que les cybermenaces, l'intelligence artificielle militaire et de nouvelles formes de guerre hybride.

En somme, la recomposition de l'OTAN sous Trump 2.0 consacre une mutation de l'Alliance atlantique ; d'un pacte fondé sur des principes partagés, elle glisse vers une coalition conditionnelle, marquée par l'asymétrie des engagements et la fragmentation des priorités. Ce mouvement met en lumière une tension fondamentale entre solidarité institutionnelle et souveraineté stratégique, et pose la question du maintien de l'OTAN comme pilier de l'ordre international libéral.

97. Timothy Snyder, *The Road to Unfreedom*, op. cit.

98. Trine Flockhart, « NATO in the Multi-Order World », *International Affairs*, 100 (2), 2024, p. 471-489.

L'illusion d'un leadership américain post-libéral

La politique étrangère de Trump 2.0 repose sur une contradiction fondamentale, tout en prétendant défendre les intérêts nationaux et restaurer la grandeur américaine, elle sape les fondements du leadership des États-Unis tels qu'ils ont été construits depuis 1945. Ce leadership, historiquement fondé sur la stabilité institutionnelle, la prévisibilité diplomatique et la promotion d'un ordre libéral fondé sur le droit, se voit remplacé par une posture fondée sur la puissance transactionnelle, l'idéologie identitaire et la confrontation des civilisations⁹⁹.

Cette transformation s'inscrit dans une tendance plus large que certains analystes appellent le « basculement post-libéral des puissances occidentales¹⁰⁰ ». Dans le cas américain, ce basculement se traduit par une rupture avec le multilatéralisme (ONU, OMC, Cour pénale internationale), la dénonciation du droit international comme instrument du « globalisme » et l'adoption d'une logique de « deals » bilatéraux, où la loyauté politique prime sur l'ordre international¹⁰¹.

En lieu et place d'un leadership moral ou normatif, les États-Unis projettent désormais une autorité idéologique, fondée sur le rejet des valeurs universalistes. Cela se traduit notamment par la dénonciation des droits humains comme outil d'imposition culturelle occidentale, la critique du féminisme et des droits LGBTQI+ comme « armes du wokisme », et la promotion d'un

99. Rana Nisar Danish et Tariq Rahim, « [From Make America Great Again to Make America Alone: Understanding Trump 2.0 World's Mathematics](#) », *Qlan-tic Journal of Social Sciences*, 6 (2), 2025, p. 1-18.

100. Pierre-Yves Hénin, Ahmet Insel, « Rivalité stratégique et alliance systémique : Xi Jinping, Donald Trump et le national-capitalisme autoritaire », *Revue internationale et stratégique*, 122 (2), 2021, p. 157-168.

101. Cela va à l'encontre des ambitions hégémoniques états-uniennes décrites par Mearshiemer. L'hégémonie libérale est décrite comme une stratégie ambitieuse par laquelle un État vise à transformer autant de pays que possible en démocraties libérales à son image, tout en favorisant une économie internationale ouverte et en mettant en place des institutions internationales. John J. Mearsheimer, *The Great Delusion: Liberal Dreams and International Realities*, Yale University Press, 2021.

discours sur la civilisation chrétienne blanche assiégée¹⁰². Ce tournant doctrinal, loin d'être marginal, est porté par des figures centrales de l'administration, des think tanks et des groupes religieux puissants.

Cependant, cette stratégie d'influence se heurte à plusieurs impasses. D'abord, elle fragilise la capacité des États-Unis à rassembler des coalitions durables. La confiance des alliés traditionnels – Europe de l'Ouest, Canada, Japon, Corée du Sud – est profondément érodée par l'imprévisibilité de la politique américaine. Le rejet des normes partagées produit un désalignement stratégique, même parmi les démocraties proches¹⁰³.

Ensuite, ce leadership idéologique entre en conflit avec les dynamiques de puissance émergentes. La Chine, la Russie mais aussi des puissances intermédiaires comme l'Inde, la Turquie ou l'Arabie saoudite exploitent cette reconfiguration pour renforcer leurs propres modèles d'autorité – souvent autoritaires mais adaptés à leurs contextes nationaux. La vision d'un monde polarisé entre les démocraties et les autocraties, promue sous Biden, est remplacée sous Trump par un monde de transactions, de compétitions culturelles et d'allégeances volatiles¹⁰⁴.

Enfin, la posture post-libérale affaiblit la capacité américaine à incarner une alternative crédible face à ces puissances. En dénonçant les institutions qu'ils avaient contribué à créer, les États-Unis apparaissent comme un acteur erratique, voire cynique, incapable d'assurer la stabilité qu'il revendiquait autrefois. Ce paradoxe renforce les discours anti-occidentaux dans les pays du « Sud global », qui perçoivent les États-Unis comme un empire en déclin, incohérent et idéologiquement divisé¹⁰⁵.

Une question se pose alors : peut-on encore parler de leadership américain dans un monde où la puissance ne suffit plus sans légitimité ? La présidence Trump 2.0 semble illustrer les limites d'une

102. Philip Gorski et Samuel Perry, *The Flag and the Cross*, op. cit.

103. Daniel Ziblatt et Steven Levitsky, *Tyranny of the Minority*, op. cit.

104. Timothy Snyder, *The Road to Unfreedom*, op. cit.

105. Hal Brands, « Great Changes: Xi, Trump, and the Remaking of Global Order », dans *Lessons from the New Cold War: America Confronts the China Challenge*, Johns Hopkins University Press, 2025, chap. 15.

stratégie fondée uniquement sur l'asymétrie de la force, l'unilatéralisme idéologique et la dévalorisation du droit international. Ce leadership sans projet commun, sans récit fédérateur et sans horizon coopératif apparaît dès lors comme une illusion ou, à tout le moins, comme une forme régressive de la puissance.

*

La présidence Trump 2.0 consacre une rupture profonde avec la tradition diplomatique américaine forgée au lendemain de 1945. En substituant à l'universalisme libéral une logique identitaire, transactionnelle et idéologique, elle redéfinit les fondements du leadership américain dans un monde de plus en plus multipolaire. Cette transformation ne relève pas d'un simple ajustement stratégique, mais d'un changement de paradigme dans lequel la puissance américaine se déploie désormais selon des critères subjectifs – culturels, religieux, économiques – éloignés des principes de stabilité, de droit et de coopération multilatérale.

Loin d'un repli, Trump 2.0 opte pour une projection offensive mais fragmentée. Offensive, parce qu'elle repose sur des instruments de coercition puissants – sanctions économiques, domination technologique, alliances sélectives. Fragmentée, parce qu'elle divise les alliances historiques, rompt les équilibres normatifs et multiplie les foyers de contestation. Cette double dynamique rend l'action extérieure des États-Unis simultanément omniprésente et illisible ; elle intervient mais sans vision partagée ; elle influence mais sans horizon commun.

Trois tensions traversent cette nouvelle diplomatie :

- Cohésion interne vs leadership international : l'instrumentalisation des récits complotistes et la montée du nationalisme blanc affaiblissent la crédibilité des institutions américaines, y compris à l'international.
- Rivalités géopolitiques vs crises sociétales : la Chine et la Russie deviennent des catalyseurs de conflits internes autant qu'externes, brouillant les frontières entre politique étrangère et guerre culturelle.

- Consensus bipartisans vs affrontement idéologique : le Congrès américain devient le théâtre de confrontations idéologiques qui sapent les bases d'une politique extérieure cohérente, mettant en péril l'unité stratégique du pays.

Ces tensions ne sont pas conjoncturelles. Elles dessinent les contours d'un âge post-libéral de la politique étrangère américaine, dans lequel la diplomatie cesse d'être un outil de stabilisation pour devenir un vecteur de polarisation. Ce nouvel âge n'est pas seulement une réaction à l'ordre mondial existant, il constitue un projet politique, qui tente d'imposer une hiérarchie nouvelle des valeurs, des alliances et des menaces.

Toutefois ce projet reste fragile. Il repose sur une cohérence idéologique qui n'est pas partagée au sein même des élites américaines, et sur une puissance économique et militaire de plus en plus contestée. Surtout, il s'inscrit dans un monde en recomposition, où la fragmentation des normes et des régimes de légitimité rend toute prétention au leadership hégémonique incertaine.

Dans ce contexte, l'avenir du rôle international des États-Unis dépendra de leur capacité à surmonter leurs divisions internes, à reconstruire des alliances crédibles et à reformuler un récit diplomatique capable d'inclure plutôt que d'exclure. Faute de quoi, le leadership américain pourrait bien n'être qu'un mirage idéologique : visible, bruyant, mais sans effet structurant durable sur l'ordre mondial.

CONCLUSION

Le second mandat de Donald Trump constitue une synthèse radicale des tendances amorcées dès 2017, tout en opérant une rupture paradigmatique. La continuité réside dans le rejet du multilatéralisme, la critique des alliances asymétriques et l'arsenalisation des outils économiques (sanctions, droits de douane, dollar) mais la rupture, elle, est idéologique et cognitive.

Désormais, les États-Unis ne prétendent plus incarner un *leadership* démocratique mondial. Ils affirment un pouvoir autoritaire, informationnel, religieux et révisionniste. Le *soft power* cède au *sharp power* algorithmique ; la diplomatie se privatise ; l'ordre mondial se fragmente.

Cette transformation place l'Europe dans une situation inédite. Les alliés historiques sont désormais considérés comme dispensables, voire hostiles. La France, en particulier, doit choisir entre trois scénarios : la soumission à une Amérique post-démocratique, une autonomie stratégique risquée ou une alliance rééquilibrée avec des partenaires émergents (Inde, Brésil, Corée du Sud).

Ainsi Trump 2.0 ne constitue-t-il pas un simple épisode tumultueux de la diplomatie américaine mais un moment fondateur de l'ordre mondial. Il marque l'émergence d'un État-narrateur, qui gouverne par l'affect, l'influence et l'idéologie, rompant avec l'héritage institutionnel et juridique du XX^e siècle.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- ALLISON Graham, *Destined for War: Can America and China Escape Thucydides's Trap?*, Boston, Houghton Mifflin Harcourt, 2017.
- APELDOORN Bastiaan van, VESELINOVIC Jelena et GRAAFF Naná de, *Trump and the Remaking of American Grand Strategy*, Springer, 2023.
- ARIEL Yaakov S., *An Unusual Relationship: Evangelical Christians and Jews*, New York University Press, 2013.
- BAKER Peter et SWANSON Ana, « [Trump Authorizes Tariffs, Defying Allies at Home and Abroad](#) », *The New York Times*, 8 mars 2018.
- BARNES Julian E. et SCHMITT Eric, « [Trump Orders Withdrawal of U.S. Troops from Northern Syria](#) », *The New York Times*, 13 octobre 2019.
- BATEMAN Jon, « [U.S.-China Technological 'Decoupling': A Strategy And Policy Framework](#) », Carnegie Report, avril 2022.
- BELIN Célia et DENNEY Samuel, « Business First : Trump's Economic Measures as Offensive Weaponry », dans Maud Quessard, Frédéric Heurtebize, Frédéric Gagnon (dir.), *Alliances and Power Politics in the Trump Era*, Cham, Palgrave MacMillan, 2020, p. 203-219.
- BIALECKI Jon, *A Diagram for Fire: Miracles and Variation in an American Charismatic Movement*, University of California Press, 2017.
- BOWN Chad P., « US-China Trade War Tariffs: An Up-to-Date Chart », Peterson Institute for International Economics, 31 mai 2019.
- BRANDS Hal, « America's Global Role in the Shadow of the Ukraine Conflict », dans Hal Brands (dir.), *War in Ukraine: Conflict, Strategy, and the Return of a Fractured World*, Johns Hopkins University Press, 2024, p. 288-303.
- BROOKS Stephen G. et VAGLE Ben A., « [The Real China Trump Card](#) », *Foreign Affairs*, mars-avril 2025.
- BROOKS Stephen G. et WOHLFORTH William C., « The Rise and Fall of the Great Powers in the 21st Century », *International Security*, 40 (4), 2016, p. 7-53.
- CADIER David, CHRYSSOGELOS Angelos, DESTRADE Sandra (dir.), *Routledge Handbook of Populism and Foreign Policy*, Londres, Taylor & Francis, 2025.
- CARNEGIE Allison, « [When Trade Wars Become Shooting Wars](#) », *Foreign Affairs*, 14 mai 2025.
- CHELINI-PONT Blandine et TESSIER Laurent, « [Le sionisme chrétien, une influence majeure sur la nouvelle administration Trump](#) », *The Conversation*, 18 janvier 2025.
- CHELINI-PONT Blandine, « Les ressources chrétiennes de l'illibéralisme américain », 20&21, *Revue d'Histoire*, 153, 2022.

- CHELINI-PONT Blandine, « Le populisme chrétien, un phénomène transatlantique? », *Esprit*, 1, 2022, p. 179-189.
- CHEN Dean P., *US-China-Taiwan in the Age of Trump and Biden: Towards a Nationalist Strategy*, Routledge, 2022.
- CLARKE Richard A. et KNAKE Robert, *Cyber War: The Next Threat to National Security and What to Do About It*, New York, HarperCollins, 2010.
- CONGRESSIONAL RESEARCH SERVICE, « [NAFTA Renegotiation and the Proposed United States-Mexico-Canada Agreement \(USMCA\)](#) », 26 février 2019.
- COPPOLANI Antoine, « If I Forget Thee O Jerusalem », dans Maud Quessard, Frédéric Heurtebize, Frédérick Gagnon (dir.), *Alliances and Power Politics in the Trump Era*, Cham, Palgrave MacMillan, 2020, p. 75-98.
- DAYAN Ofir, « [China and the Trump Cabinet 2.0: Between Hawkishness and Interests](#) », Institute for National Security Studies, 2024.
- DEPARTMENT OF DEFENSE, « [Summary of the 2018 National Defense Strategy](#) », janvier 2018.
- DOBBINS James, « [Peace Hasn't Broken Out in Afghanistan](#) », *Rand Commentary*, 16 mars 2020.
- ECONOMY Elizabeth, « [China's Alternative Order: And What America Should Learn From It](#) », *Foreign Affairs*, mai-juin 2024.
- ELLEMAN Bruce A., *The US Navy and the South China Sea: American, Chinese, and Vietnamese Maritime Relations, 1945-2023*, Routledge, 2025.
- FARRELL Henry et NEWMAN Abraham L., « Weaponized Interdependence: How Global Economic Networks Shape State Coercion », *International Security*, 44 (1), 2019, p. 42-79.
- FLEGENHEIMER Matt et SANGER David E., « [Congress Reaches Deal on Russia Sanctions, Setting Up Tough Choice for Trump](#) », *The New York Times*, 22 juillet 2017.
- GAGNON Frédérick, « Breakpoint in Time : Donald Trump's Trade Policy Toward Canada » dans Maud Quessard, Frédéric Heurtebize, Frédérick Gagnon (dir.), *Alliances and Power Politics in the Trump Era*, Cham, Palgrave MacMillan, 2020, p. 239-254.
- GATES Robert, « [Text of Speech by Robert Gates on the Future of NATO](#) », *Atlantic Council*, 10 juin 2011.
- GAUSE Gregory F., « The Abraham Accords in Perspective », *Brookings Institution*, 2021.
- GHIRETTI Francesca, « [As U.S.-China Trade Talks Continue, Europe Needs a Plan to Navigate Uncertainty](#) », *RAND Corporation*, 13 juin 2025.
- GORSKI Philip et PERRY Samuel, *The Flag and the Cross: White Christian Nationalism and the Threat to American Democracy*, Oxford, Oxford University Press, 2022.

- GRZYMAŁA-BUSSE Anna, « Why Religious Nationalism Is So Powerful », *Annual Review of Political Science*, 22, 2019, p. 421-442.
- GURTOV Melvin, *America in Retreat: Foreign Policy Under Donald Trump*, Rowman & Littlefield, 2021.
- HABERMAN Maggie, *Confidence Man: The Making of Donald Trump and the Breaking of America*, Penguin, 2022.
- HAGLUND David G., « America's Surprisingly 'Constrained' Presidency: Implications for Transatlantic Relations », dans Maud Quessard, Frédéric Heurtebize, Frédérick Gagnon (dir.), *Alliances and Power Politics in the Trump Era*, Cham, Palgrave MacMillan, 2020, p. 15-33.
- HAROCHE Pierre, « [Supranationalism Strikes Back : A Neofunctionalist Account of the European Defense Fund](#) », *Journal of European Public Policy*, 26 avril 2019.
- HAYNES Jeffrey, « Donald Trump, the Christian Right and the Foreign Policy of the US Administration », *International Politics*, 56 (1), 2019, p. 1-18.
- HEATH Timothy R., « [America's New Security Strategy Reflects the Intensifying Strategic Competition with China](#) », *Rand Commentary*, 27 décembre 2017.
- HERRINGTON Luke M., « Conservative Christian Persecution Discourse and Support for Political Violence: Experimental Evidence from the United States », *Religions*, 12 (10), 2021.
- HIRSCHFELD DAVIS Julie, GAY STOLBERG Sheryl et KAPLAN Thomas, « [Trump Alarms Lawmakers with Disparaging Words for Haiti and Africa](#) », *The New York Times*, 11 janvier 2018.
- HUMMEL Daniel, *Covenant Brothers: Evangelicals, Jews, and U.S. Foreign Policy*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2022.
- INDYK Martin S., « [A Trump Doctrine for the Middle East](#) », *The Atlantic*, 14 avril 2018.
- INTELLIGENCE COMMUNITY ASSESSMENT, « [Assessing Russian Activities and Intentions in Recent U.S. Elections](#) », ICA 2017-01D, 6 janvier 2017.
- IRWIN Douglas A., *Clashing over Commerce: A History of US Trade Policy*, Chicago, University of Chicago Press, 2017.
- JIANG Wenran, « [Ready for Round Two: China's Strategic Preparedness for a New U.S. Trade War](#) », *The Institute For Peace and Democracy*, 18 mars 2025.
- KAFURA Craig et SMELTZ Dina, « Cooperation, Competition, or Confrontation? Republicans and Democrats Split on China Policy », *The Chicago Council on Global Affairs et Lester Crown Center on US Foreign Policy*, décembre 2021.
- KANDEL Maya, « Hand in Hand and Eye to Eye? US-French Counterterrorism Cooperation in the Sahel in the Trump-Macron

- Era », dans Maud Quessard, Frédéric Heurtebize, Frédérick Gagnon (dir.), *Alliances and Power Politics in the Trump Era*, Cham, Palgrave MacMillan, 2020, p. 121-136.
- KIMMAGE Michael, « [The World Trump Wants](#) », *Foreign Affairs*, mars-avril 2025.
- KOLESKI Katherine et SALIDJANOVA Nargiza, « [China's Technonationalism Tool Box](#) », *US-China Economic and Security Review Commission*, 28 mars 2018.
- KUNZ Barbara, « The Evolving Transatlantic Link : What European Response? Disentangling the European Security Debate », dans Maud Quessard, Frédéric Heurtebize, Frédérick Gagnon (dir.), *Alliances and Power Politics in the Trump Era*, Cham, Palgrave MacMillan, 2020, p. 34-53.
- KUPCHAN Charles A., *Isolationism: A History of America's Efforts to Shield Itself from the World*, Oxford University Press, 2020.
- LAWRENCE Susan V., « [Taiwan: Background and U.S. Relations](#) », *CRS Report*, 26 décembre 2024.
- LEONI Zeno, *American Grand Strategy from Obama to Trump: Imperialism after Bush and China's Hegemonic Challenge*, Springer, 2021.
- LIMONIER Kevin, « Challenging America and the West: A Russian Cyberstrategy? », dans Maud Quessard, Frédéric Heurtebize, Frédérick Gagnon (dir.), *Alliances and Power Politics in the Trump Era*, Cham, Palgrave MacMillan, 2020, p. 183-200.
- LIU ZONGYUAN Zoe, « [How China Armed Itself for the Trade War](#) », *Foreign Affairs*, 29 avril 2025.
- MACRON Emmanuel, « [Discours d'Emmanuel Macron pour une Europe souveraine, unie, démocratique](#) », *Elysée.fr*, 26 septembre 2017.
- MARSDEN George, *Fundamentalism and American Culture*, Oxford University Press, 2006.
- MEARSHEIMER John J., *The Great Delusion: Liberal Dreams and International Realities*, Yale University Press, 2021.
- MORET Erica, « Unilateral and Extraterritorial Sanctions in Crisis: Implications of Their Rising Use and Misuse in Contemporary World Politics », dans Charlotte Beaucillon, *Research Handbook on Unilateral and Extraterritorial Sanctions*, Edward Elgar Publishing, 2021, p. 19-36.
- MUNICH SECURITY CONFERENCE 2025, « [Speech by JD Vance and Selected Reactions](#) », *Selected Speeches held at the Munich Security Conference*, Benedikt Franke, 2, avril 2025.
- O'BRIEN Robert C., « [The Return of Peace Through Strength: Making the Case for Trump's Foreign Policy](#) », *Foreign Affairs*, juillet-août 2024.

- POMPEO Mike, « [After the Deal: A New Iran Strategy](#) », interview avec Kay Coles James, Department of State, 21 mai 2018.
- POSEN Adam S., « [Trump's New Tariff Actions: A Wakeup Call to Global Markets](#) », Peterson Institute for International Economics, 31 mai 2019.
- PRESSMAN Jeremy, « [The False Promise of the Abraham Accords](#) », *Foreign Affairs*, 15 septembre 2021.
- QUESSARD Maud, HEURTEBIZE Frédéric, GAGNON Frédérick (dir.), *Alliances and Power Politics in the Trump Era*, Cham, Palgrave Macmillan, 2020.
- RAMLAKHAN Krystalle, « [Ontario Dairy Farmers Disappointed with New USMCA Trade Deal](#) », *CBCNews*, 1^{er} octobre 2018.
- RHODES Ben, « [A Fatal Abandonment of American Leadership](#) », *The Atlantic*, 12 octobre 2018.
- RISSE-KAPPEN Thomas, *Cooperation Among Democracies: The European Influence on US Foreign Policy*, Princeton University Press, 1995.
- RODRIGUEZ-LOUETTE Sarah, « À la conquête de la norme : réseaux et stratégies du nationalisme blanc », Thèse de doctorat sous la direction de Divina Frau-Meigh et Jim Cohen, Sorbonne Nouvelle, 2025.
- RUGGIE John G., « Multilateralism: The Anatomy of an Institution », *International Organization*, 46 (3), 1992, p. 561-598.
- RUSSELL MEAD Walter, « The Jacksonian Revolt: American Populism and the Liberal World Order », *Foreign Affairs*, 96, mars-avril 2017, p. 2-7.
- RUSSELL MEAD Walter, *Special Providence: American Foreign Policy and How It Changed the World*, New York, Alfred A. Knopf, 2001.
- SCHAEFER Brett D., « [What Taiwan's Election Tells Us About China and 2024](#) », *Commentary*, The Heritage Foundation, 23 janvier 2023.
- SCHMITT Gary J., « The China Dream: America's, China's and the Resulting Competition », dans Maud Quessard, Frédéric Heurtebize, Frédérick Gagnon (dir.), *Alliances and Power Politics in the Trump Era*, Cham, Palgrave MacMillan, 2020, p. 139-182.
- SEGAL Adam, « [The Coming Tech Cold War with China](#) », *Foreign Affairs*, 9 septembre 2020.
- SHAKMAN HURD Elizabeth, *Beyond Religious Freedom: The New Global Politics of Religion*, Princeton University Press, 2015.
- SHANKER Tom, ERLANGER Steve, « [Blunt US Warning reveals deep strains on NATO](#) », *The New York Times*, 10 juin 2011.
- SHRIKHANDE Sudarshan, « [AUKUS and Quad Have Eyes on China](#) », *U.S Naval Institute*, 148, mai 2022.
- SKONIECZNY Amy et SHEREL Ancita, « The Trump Effect: The Perpetuation of Populism in US-China Trade », *International Affairs*, 100 (5), septembre 2024, p. 1959-1981.

- SLOBODIAN Quinn, *Crack-Up Capitalism: Market Radicals and the Dream of a World Without Democracy*, New York, Metropolitan Books, 2023.
- SNYDER Brett D. Timothy, *The Road to Unfreedom: Russia, Europe, America*, Crown, 2018.
- STEEN Brett, *Not Just Another Cold War: The Global Implications of the U.S.-China Rivalry*, Oxford University Press, 2025.
- TAMA Jordan, « Forcing the President's Hand: How the US Congress Shapes Foreign Policy through Sanctions Legislation », *Foreign Policy Analysis*, 16 (3), juillet 2020, p. 397-416.
- TANKEL Stephen, « The Two Faces of US Counterterrorism Under Trump », dans Maud Quessard, Frédéric Heurtebize, Frédérick Gagnon (dir.), *Alliances and Power Politics in the Trump Era*, Cham, Palgrave MacMillan, 2020, p. 99-120.
- TANKEL Stephen, *With US or Against US: How America's Partners Help and Hinder the War on Terror*, New York, Columbia University Press, 2018.
- TEMUR Nur S., « US Foreign Policy Toward Taiwan: Obama Versus Trump », dans Sabella Ogbobode Abidde (dir.) et Tony Tai-Ting Liu, *US Foreign Policy Toward Taiwan*, Springer, 2025, p. 99-112.
- TRENIN Dmitri, *What is Russia up to in the Middle East?*, John Wiley & Sons, 2017.
- TRUMP Donald J. et SCHWARTZ Tony, *Trump: The Art of the Deal*, New York, Ballantine Books, 1987.
- TRUMP Donald J., « [Presidential Memorandum Regarding Withdrawal of the United States from the Trans-Pacific Partnership Negotiations and Agreement](#) », White House, 23 janvier 2017.
- VELUT Jean-Baptiste, « Le 'choc de Trump' et la Chine : leçons du protectionnisme trumpien », *Politique américaine*, 37, 2022, p. 111-132.
- WALT Stephen M., « [This America's Middle East Strategy on Steroids](#) », *Foreign Policy*, 15 octobre 2018.
- WARREN Aiden et BARTLEY Adam S. R., *US Foreign Policy and China: Security Challenges during the Bush, Obama, and Trump Administrations*, Edinburgh University Press, 2020.
- WHITE HOUSE, « [America First Investment Policy](#) », *Presidential Action*, 21 février 2025.
- WHITE HOUSE, « [National Security Strategy of the United States of America](#) », Washington D.C, 25 décembre 2017.
- WHITE HOUSE, « [President Donald J. Trump Is Protecting America From China's Efforts To Steal Technology And Intellectual Property](#) », 29 mai 2020.
- WILCOX Clyde et ROBINSON Carin, *Onward Christian Soldiers? The Religious Right in American Politics*, Routledge, 2010.

- WOODWARD Bob et COSTA Robert, « [Transcript: Donald Trump interview with Bob Woodward and Robert Costa](#) », *The Washington Post*, 2 avril 2016.
- YEUNG Raymond, *China's Trump Card: Cryptocurrency and Its Game-Changing Role in Sino-US Trade*, John Wiley & Sons, 2020.
- YODER Brandon K., *The United States and Contemporary China-Russia Relations: Theoretical Insights and Implications*, Springer, 2022.
- ZIBLATT Daniel et LEVITSKY Steven, *Tyranny of the Minority: Why American Democracy Reached the Breaking Point*, Crown, 2023.
- ZIĘBA Ryszard, « Poland's Security Policy: The West and the Threat from the East », *Polish Political Science Yearbook*, 47, 2018, p. 182-199.

LA PUISSANCE SANS PRINCIPE

GÉOPOLITIQUE DU TRUMPISME

Maud Quessard

Comprendre la géopolitique du trumpisme, c'est d'abord saisir comment l'agenda politique intérieur américain – structuré par les nationalismes blancs, les droites chrétiennes évangéliques et l'idéologie MAGA – redessine les priorités stratégiques mondiales. Chez Donald Trump, il n'existe plus de frontière claire entre politique étrangère et politique intérieure : le monde devient un prolongement de l'Amérique trumpienne. L'OTAN, l'Ukraine, la Chine ou l'Europe ne sont envisagées qu'au prisme des intérêts de la base électorale américaine. Cette fusion brutale entre logique domestique et projection globale donne naissance à une puissance désinhibée, transactionnelle et méfiante à l'égard de tout ordre international normatif. Cette étude réalisée en lien avec les travaux de l'Observatoire de la politique extérieure américaine (OPEXAM) examine les courants structurels du trumpisme en politique internationale. Maud Quessard y propose une lecture stratégique et diachronique des deux mandats de Donald Trump (2017-2020 et depuis 2024). Elle y révèle les ressorts idéologiques et systémiques d'un basculement doctrinal majeur, qui transforme l'Amérique en acteur disruptif de l'ordre mondial. L'analyse met en lumière les effets de cette rupture sur la sécurité euro-atlantique, en particulier dans le contexte des récentes négociations sur la guerre en Ukraine, et du sommet Trump-Poutine d'Anchorage d'août 2025.

Plus qu'un essai sur l'Amérique de Trump, cette étude explore les dynamiques globales de la puissance post-libérale, les nouvelles conflictualités informationnelles et les figures émergentes d'un monde où l'influence remplace l'alliance, où le récit stratégique vaut plus que le traité.